

# LES NOUVELLES

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau



*Office  
International  
de l'Eau*



**Spécial  
Forum  
Mondial  
Mexico**

**FORMER  
INFORMER  
GÉRER  
COOPÉRER**

**N° 16 - Décembre 2005 / Janvier 2006 - Édition française**

### Les catalogues 2006 "Eau" et "Déchets"

**Une compétence inégalée en formation continue ...**



**5.500  
Stagiaires/an**

15 ans déjà que l'Office International de l'Eau assure, avec une compétence pédagogique reconnue, sa mission de "développer les compétences pour mieux gérer l'eau" par la transmission de la connaissance et du savoir au Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau, en France et dans les pays francophones. Il s'exporte aussi avec bonheur bien au-delà des barrières de la langue : Afrique du Sud, Kenya, Nigeria, Mexique, Pologne, tels sont des exemples de centres de formation créés à l'image du modèle développé par le CNFME, en Limousin, pays de l'arbre et de l'eau.

Pour mieux mesurer la qualité de l'offre de formation, il suffit de parcourir les catalogues 2006 des formations continues. Toutes les grandes thématiques du domaine de l'eau y sont abordées : la ville et son assainissement, l'alimentation en eau, les milieux aquatiques, la gestion des compétences et des services, l'eau dans l'agriculture et l'industrie, la réglementation ...

**Une de nos unités de potabilisation à La Souterraine**



Fort de sa connaissance des différents métiers de l'eau, le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau propose des modules permettant d'acquérir l'ensemble des compétences nécessaires pour assumer sereinement sa fonction, que ce soit l'opérateur en exploitation de réseau, le technicien de rivière, le responsable ou chef de service de syndicat d'eau ou de compagnie fermière, ou bien encore l'ingénieur de bureau d'étude ou le responsable environnement en industrie.

#### // Le CNFME est certifié ISO 9001

A côté de ces formations "métiers", des modules spécifiques concernent l'électrotechnique, l'automatisme, la maintenance, le pompage, l'analyse de l'eau. Ils sont traités dans les règles de l'art et en lien direct avec les réseaux ou les process de production d'eau potable et d'assainissement.

Pour optimiser les effets bénéfiques pour une collectivité ou entreprise, notre équipe est capable d'aider au choix des formations les plus adaptées et de proposer un système d'évaluation simple et efficace permettant de mesurer l'acquisition de connaissances et de compétences.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau propose un service **certifié ISO 9000 version 2000** et entièrement informatisé, de l'inscription à la convocation en passant par la mesure des acquis et de la satisfaction : le stagiaire peut accéder en direct à ses propres résultats dans les modules du catalogue et le commanditaire peut suivre les modules "Intra" réalisés pour son compte.

Cette démarche s'inscrit dans le droit fil de la réforme de la formation professionnelle amorcée dès 2004.

**2006 est l'année de naissance du catalogue "déchets" :** 10 stages couvrent déjà tous les domaines organisationnels, réglementaires et techniques.



Installations hydrauliques du CNFME à Limoges

Le catalogue 2006 est téléchargeable sur Internet : [www.oieau.org/cnfme](http://www.oieau.org/cnfme)



#### Quelques chiffres pour s'y retrouver :

- 5500 stagiaires en 2005.
- 370 stages offerts au catalogue,
- 450 sessions,
- 10 sites de formation : Limoges et La Souterraine bien sûr, mais aussi Le Bourget, Paris, Saint-Brieuc, Cholet, Pau, Tarbes, Antibes, Nancy, autant de lieux choisis pour l'apport pédagogique du terrain.

**Nos plate-formes pédagogiques** permettent la mise en situation du stagiaire, que ce soit par des visites, des démonstrations ou des travaux pratiques.

**Ces plate-formes sont uniques en France**, tant par leur nombre permettant de couvrir l'ensemble du cycle de l'eau, que par leur capacité, identique à de vraies usines ou parties d'usines.

Le CNFME offre aussi d'autres possibilités : la formation des élus, "les journées techniques de l'Office International de l'Eau", la collection des cahiers techniques, la mallette d'auto-surveillance et la règle étalon ...

## aux Métiers de l'Eau

### De nouvelles plates-formes ...

Le CNFME vient de terminer un important programme d'investissement pour la rénovation et l'extension de ses plates-formes de formation à La Souterraine.

- **La plate-forme de métrologie**, comprend des installations de vérification et d'étalonnage des débitmètres (électromagnétiques, à ultrasons, à effet Doppler, ...), des limnimètres (à ultrasons, bille à bulle et capteur de pression), des préleveurs, des thermomètres et des pluviomètres, des équipements électroniques de contrôle des chaînes de mesure (analyse et génération de signal calibré).

#### Laboratoire d'analyse et d'observation microscopique des eaux usées



- **Le nouveau laboratoire d'analyse**, installé à proximité du pilote à boues activées, a été doté d'une salle d'observation microscopique pour l'évaluation de la population bactérienne des eaux usées pendant le cycle de traitement.
- **Une salle de présentation et de démonstration** a été aménagée avec les matériels modernes de gestion des collecteurs : inspection télévisée, essais d'étanchéité, recherche de fuite.
- **Enfin, l'atelier de déshydratation** a été entièrement réhabilité : la centrifugeuse et le filtre-press ont été changés et le filtre à bande rénové.

Conçus et mis au point par les formateurs et les techniciens du CNFME, ces aménagements d'une valeur globale d'environ 260.000 Euros, ont bénéficié du concours de fonds européens (Feder) et du soutien de la Région Limousin, du Conseil Général de la Creuse, de la ville de La Souterraine et des partenaires industriels du CNFME.

En 2006, il est prévu à Limoges, avec l'aide de la Région Limousin et de la Ville de Limoges, **le doublement de la surface du hall technique pour l'installation de nouvelles plates-formes d'instrumentation des réseaux en charge et d'hydrologie en rivière.**



### La formation initiale ... aussi

Depuis maintenant quinze ans, l'OIEau met ses plate-formes pédagogiques à la disposition du lycée agricole d'Ahun, de l'Université de Limoges, de l'IUT du Limousin.

Les accords de partenariat avec ces établissements permettent aux étudiants de bénéficier, d'une part, de la compétence des formateurs du CNFME, et, d'autre part, de travaux pratiques très proches de la réalité sur nos installations de taille réelle.

Les étudiants du BTS Gemeau du lycée agricole d'Ahun viennent dans nos locaux pour une durée de 5 semaines pour parfaire leur pratique en hydraulique, traitement des eaux usées et des boues, production et distribution de l'eau potable et métrologie.

Ceux de l'Université de Limoges utilisent nos installations de production d'eau potable et de traitement des eaux usées et des boues.

A La Souterraine, une licence professionnelle, en collaboration avec l'IUT du Limousin, forme depuis 8 ans à la maintenance électromécanique des usines et des réseaux d'eau, avec un taux de placement des diplômés dans les entreprises proche de 95 %.

Une autre licence professionnelle relative à la métrologie a vu le jour à la rentrée 2005 à Limoges.



Paramétrage d'un automate de télégestion

### Des formations "déchets"

#### Pour les Municipalités et les Communautés Urbaines



Les effectifs salariés dans le secteur des déchets sont en forte croissance depuis 1997 dépassant le secteur de l'eau qui est maintenant stable.

Le CNFME se voit solliciter sur ce thème par ses clients traditionnels, que ce soit des collectivités, des bureaux d'études ou des exploitants privés tant en France, qu'à l'étranger.

Il propose pour la première fois en 2006 une offre de formation sur le secteur des déchets municipaux dans un catalogue spécifique d'une quinzaine de stages sur les aspects réglementaires, techniques, financiers et organisationnels.



#### Partageons notre expérience ...



Durant le IV<sup>o</sup> Forum Mondial de l'Eau de Mexico, visitez le "CEMCAS" (Centre Mexicain de Formation à l'Eau et à l'Assainissement), créé dans le cadre de la coopération franco-mexicaine, avec l'appui de l'OIEau.

[www.cemcas.com](http://www.cemcas.com)

### EAUDOC

#### Un service mondial de documentaion et d'information consacré à l'eau

EAUDOC fédère l'information scientifique, technique, juridique et économique et contient plus de 250.000 documents dans les différentes langues européennes. Notre base est actualisée quotidiennement et propose près de 6.000 nouvelles références chaque année, en consultation libre sur le site web :

[www.eaudoc.oieau.org](http://www.eaudoc.oieau.org)

Les documents présents dans EAUDOC sont sélectionnés par nos ingénieurs d'études, puis analysés par un réseau d'experts, ce qui garantit la pertinence des recherches ultérieures.

Les documents peuvent être commandés en ligne. Les études et synthèses en version électronique sont directement accessibles en ligne.

#### La Revue des Sommaires

EAUDOC propose, sur abonnement, une Revue électronique en ligne des Sommaires de 60 revues internationales.

Un moteur spécialisé permet une recherche automatique dès la parution de l'ensemble des articles, qui peuvent aussi être commandés en ligne.

250.000  
Références



#### Les thématiques d'EAUDOC ?

- **Techn'Eaudoc** : 195.000 références internationales techniques, scientifiques et économiques, dont les références "Eau" de la base de l'INIST,
- **Fontaine** : 18.000 rapports d'études et d'informations régionales et locales produites par les Agences de l'Eau et la Direction de l'Eau du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable,
- **Juri'Eaudoc** : 2.900 références, textes juridiques sur l'eau français et communautaires, commentaires et jurisprudences,
- **Administr'Eaudoc** : 11.500 références administratives sur la gestion institutionnelle et l'organisation du monde de l'eau,
- **Eco'Eaudoc** : 6.000 références sur l'économie de l'eau,
- **R&D'Eaudoc** : base des recherches européennes sur l'eau,
- **DCE** : plus de 400 guides méthodologiques en plein texte, conférences, textes juridiques et études de cas relatifs à la mise en œuvre de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau en France et en Europe.

#### Le dossier du mois

Tous les mois EAUDOC propose un dossier thématique en ligne sur Internet.

Ce dossier se fait l'écho de l'actualité. Il comporte une présentation générale de la problématique, ainsi qu'une bibliographie extraite des bases EAUDOC et autres sources documentaires.

Les titres publiés en 2005 traitent :

- ◆ Les eaux souterraines ;
- ◆ Les maladies hydriques liées à des contaminations microbiennes ;
- ◆ Les eaux pluviales : ressource à exploiter et contraintes à gérer ;
- ◆ La gestion patrimoniale des réseaux d'eau et d'assainissement ;
- ◆ Les contrats de rivière ;
- ◆ L'eau dans l'industrie ;
- ◆ Les services publics d'eau ;
- ◆ L'assainissement non collectif.

✓

[www.eaudoc.oieau.org](http://www.eaudoc.oieau.org)

Abonnements - Fax : +33 (0) 5 55 11 47 48 - E-mail : [eaudoc@oieau.fr](mailto:eaudoc@oieau.fr)

### Une collection de synthèses

EAUDOC, c'est aussi une collection de synthèses traitant de sujets choisis pour leur actualité ou leur importance.

La liste des synthèses disponibles est accessible à l'adresse :

[www.eaudoc.oieau.org](http://www.eaudoc.oieau.org)

Les synthèses sont fournies en version électronique au format PDF. Elles peuvent être commandées et livrées en ligne.

En 2005, les synthèses suivantes ont été réalisées :

- la gestion des activités récréatives sur les plans d'eau à usage d'AEP ;
- l'étude comparative des charbons actifs ;
- le séchage solaire sous serre des boues urbaines ;
- la performance des traitements complémentaires des effluents de station d'épuration ;
- le bilan des plans de prévention des risques inondation ;
- le changement climatique et les événements hydrologiques extrêmes en Europe.

En 2006, les synthèses suivantes sont prévues :

- les effets du réchauffement sur les organismes aquatiques ;
- le prix de l'eau payé par les industries en Europe ;
- les coûts réels de production de l'eau potable : potabilisation, transfert ;
- les modèles hydrologiques utilisés en France et en Europe pour évaluer les transferts de pollutions diffuses d'origine agricoles ?

Les synthèses sont réalisées par des étudiants de l'Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et Forêts (ENGREF) et de l'Institut des Sciences de l'Ingénieur de Montpellier (ISIM).

✓

### GEST'EAU



Depuis 2002, l'OIEau anime, dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs avec le MEDD, un site destiné aux acteurs des contrats de rivières, des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et aux actions innovantes dans les sous-bassins.

Le site s'articule autour de trois thèmes : la planification (les SAGE), la programmation (les contrats de rivière), l'innovation.

**Les objectifs et le contenu de tous les SAGE et contrats de rivière y sont détaillés.**

Les animateurs de SAGE et de contrats de rivières pourront actualiser directement leurs fiches, par accès sécurisé.

[www.gesteau.fr](http://www.gesteau.fr)

### AQUAVEILLE : un an déjà !

#### L'actualité du Monde de l'eau en direct sur votre messagerie

Depuis maintenant un an, l'Office International de l'Eau propose un service de veille sur les actualités juridiques, économiques et techniques dans le domaine de l'eau.

**AQUAVEILLE** répond aux besoins des professionnels de l'eau de disposer d'une information immédiate, fiable, pertinente et réactive par l'envoi de courriers électroniques signalant toutes les nouveautés identifiées par notre équipe en France et dans le monde, avec des liens permettant de consulter le document ou le site Internet signalé.

**AQUAVEILLE** propose à ses utilisateurs les thèmes suivants :

- ◆ la Directive-Cadre sur l'Eau et la politique de l'eau,
- ◆ l'eau potable (production, distribution),
- ◆ l'assainissement (collectif, non-collectif, eaux pluviales),
- ◆ les réseaux (eau potable, assainissement, ouvrages, gestion patrimoniale),
- ◆ le milieu aquatique (pressions, usages, inondations, sécheresse, planification),
- ◆ la gestion des services d'eau et d'assainissement et l'intercommunalité,
- ◆ les marchés publics et les partenariats public-privés,
- ◆ les acteurs du monde de l'eau.

La fréquence d'envoi des messages est personnalisable : quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle.

L'abonnement à "**AQUAVEILLE**" est d'une durée d'un an et s'élève à 150 euros hors taxe, il est précédé d'un mois d'essai gratuit qui permet aux professionnels intéressés de juger de la pertinence de ce service. Passé ce délai, l'utilisateur est libre de souscrire ou non un abonnement à "**AQUAVEILLE**".

**Au cours de l'année 2005, 46 numéros hebdomadaires d'Aquaveille ont été émis.**

**Pour bénéficier d'un mois d'essai gratuit à "AQUAVEILLE" : [aquaveille@oieau.fr](mailto:aquaveille@oieau.fr)**


## 590.000 visiteurs en 2005 !



***Vous êtes Maire ou Président de Syndicat Intercommunal ...***

***... Etes-vous sûr de prendre les décisions qui s'imposent pour la gestion de l'eau dans votre commune ?***

**Les réponses sont sur @RTEL-eau  
le portail internet des élus locaux  
pour une meilleure gestion de l'eau**

 un site animé par l'Office International de l'Eau

**[www.carteteau.org](http://www.carteteau.org)**

### SIE

#### Le Système français d'Information sur l'Eau - SIE

Le Système d'Information sur l'Eau (SIE) fédère un ensemble de partenaires, coordonnés par la Direction de l'Eau et coopérant pour améliorer les données sur l'eau et les milieux.

Les obligations des partenaires en matière de production, de conservation et de mise à disposition des données sur l'eau sont précisées dans un protocole d'accord, signé en juin 2003 et qui succède à celui du RNDE (Réseau National des Données sur l'Eau, 1992-2002). Les partenaires adhérents sont le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (MEDD), les six Agences de l'Eau, le Conseil Supérieur de la Pêche (CSP), EDF, le BRGM, l'Ifremer, l'IFEN, l'INERIS, les Offices de l'Eau de la Réunion et de la Martinique et l'Office International de l'Eau (OIEau).

En adhérant à ce protocole, l'OIEau, en particulier, s'est engagé à assurer l'animation du SANDRE, en gérant les référentiels géographiques et attributaires du domaine de l'eau et en donnant accès à ces informations sur Internet.

#### L'architecture technique du SIE

"Pour faire circuler de l'eau entre plusieurs réseaux, il faut que les tuyaux, construits par chacun, respectent les mêmes normes de construction et soient correctement raccordés". Cela s'applique aussi au monde des données : **il est nécessaire d'avoir une architecture commune compatible entre les producteurs d'informations pour que les données circulent de l'un à l'autre.**

L'OIEau y participe en apportant son savoir-faire sur les problèmes d'échange de données (SANDRE) et d'applications WEB.

Un livre vert, rédigé par le MEDD et l'OIEau, a défini le cadre général de cette architecture du SIE, véritable cahier des charges pour les communautés informatiques : l'utilisation des technologies du WEB est retenue (Internet, HTML, services Web, ...) en mettant en exergue les normes et les logiciels libres (OpenSource) à utiliser.

Les premiers projets utilisant ces règles seront une base de données nationale sur les plans d'eau et la réalisation d'un serveur des référentiels cartographiques sur l'eau par le SANDRE.

Pour de plus amples renseignements, [www.sandre.eaufrance.fr](http://www.sandre.eaufrance.fr)



### Le nouveau site du SANDRE

Lancé en 2005, le nouveau site du SANDRE a été conçu et est administré par l'OIEau, dans le cadre de sa Convention Pluriannuelle d'Objectifs avec le MEDD. C'est un des piliers de la toile Eaufrance du SIE et il regroupe trois rubriques :

- 1 **la normalisation des données et des services** : sémantique, définitions communes, échanges. Cette rubrique "Normalisation" regroupe tout le travail de standardisation du SANDRE que ce soit au niveau des données ou de l'informatique.
- 2 **la diffusion des référentiels et métadonnées sur l'eau** : quelles sont les informations sur l'eau disponibles à chaque échelle géographique ? Pour répondre à ces questions, le SANDRE met à disposition un service de recherche et de consultation des métadonnées, qui permet de retrouver et d'orienter l'utilisateur

vers les données produites ou gérées par les partenaires du SIE.

- 3 **l'appui aux utilisateurs du SIE et la diffusion des outils** : cette dernière rubrique met à disposition les outils informatiques développés au sein du SIE.

#### Le format SANDRE pour échanger avec les laboratoires

Le SANDRE s'est engagé depuis 2001 à la définition d'un standard national permettant d'harmoniser les échanges de données entre laboratoires d'analyses et leurs commanditaires. L'informatisation de ces échanges s'avère être un enjeu stratégique pour améliorer la connaissance des milieux aquatiques et des usages de l'eau.

Les réflexions entreprises en 2003 par un groupe d'experts animé par l'Office International de l'Eau ont permis d'éditer une version officielle des spécifications d'échange, décrivant de manière détaillée, les règles qui conditionnent l'envoi d'une demande numérisée de prélèvements et/ou d'analyses d'un commanditaire vers un prestataire, ainsi que l'envoi des résultats d'analyses associés.

Ce standard a été présenté en 2005 lors d'une journée organisée par l'OIEau et coprésidée par les Ministères chargés de l'Environnement et de la Santé, réunissant plus de 150 participants.

Le SANDRE engage en 2006 une stratégie d'assistance et d'appui aux futurs utilisateurs de ce format unique d'échange.



#### "Le SANDRE" : le langage commun des données sur l'eau

Le SANDRE, Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau, est la structure chargée de standardiser les données sur l'eau en France et de diffuser les référentiels nationaux (cartographiques et thématiques).

Depuis plus de 10 ans, il œuvre à la définition d'une infrastructure commune pour la gestion et la diffusion de l'information sur l'eau.

**Le SANDRE est géré par l'OIEau, dans le cadre de ses actions statutaires et de sa Convention Pluriannuelle d'Objectifs avec le MEDD, et regroupe les partenaires du Système d'Information sur l'Eau, mais aussi des organismes extérieurs au protocole : laboratoires d'analyses de l'eau, Ecole Nationale de la Santé Publique, Universités, Distributeurs d'Eau ...**



## Données sur l'eau iREP

### Le registre français des Emissions Polluantes Industrielles



"Rendre facilement accessible au public les données relatives à l'environnement" est l'objectif que s'est donné la **Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques (DPPR)** sur les émissions polluantes industrielles en France.

La DPPR a fait appel aux compétences de l'OIEau pour la mise en œuvre d'une diffusion simple et conviviale sur Internet des informa-

tions acquises lors des déclarations annuelles des exploitants sous le contrôle de l'Inspection des Installations Classées (DRIRE, DDSV). Le registre français des émissions polluantes industrielles (iREP), compte plus de cent polluants pour les émissions dans l'eau, cinquante pour les émissions dans l'air et quatre cents catégories de déchets dangereux. Le site Internet, utilisant exclusivement des technologies du logiciel libre (OpenSource), offre une multitude d'accès à l'information : recherche par polluant et déchet, recherche par établissement, ... et il est complété par une visualisation cartographique puissante. L'OIEau travaille maintenant à l'optimisation des flux de collecte des données d'émissions et à la simplification de leur gestion.

Le site des pollutions industrielles en France : [www.pollutionsindustrielles.ecologie.gouv.fr](http://www.pollutionsindustrielles.ecologie.gouv.fr)

## Un Observatoire pour la basse vallée du Var

Les aménagements successifs du lit aval du Var, ainsi que l'exploitation des matériaux, ont créé un déséquilibre, dont les signes apparents sont le mauvais état des ouvrages hydrauliques (seuils, digues, ...) et les risques d'inondation.

Les premiers travaux d'élaboration du SAGE "Nappe et basse vallée du VAR", approuvé par arrêté préfectoral le 12 janvier 1995, ont très vite souligné le manque de données sur le fleuve et la difficulté d'établir des liens entre les données existantes, compte tenu de leur dispersion et de leur faible accessibilité. Le **Syndicat Mixte d'Etudes de la Basse Vallée du Var (SMEBVV)** a alors confié à l'OIEau une "Etude de définition d'un Observatoire de la basse vallée du Var".

Cette étude, qui s'est terminée en juillet 2005, a permis une analyse des besoins et de l'existant et de développer "une vision de l'Observatoire" comprenant des propositions sur :

- le rôle de l'Observatoire, en cohérence avec les systèmes d'information existant et/ou prévus,
- la valorisation des données existantes ainsi que la production de données complémentaires prioritaires,
- le programme de mise en œuvre de l'Observatoire et une estimation financière des coûts pour une montée en puissance de 2 ans.

## RM&C

### Modernisation du Système d'Information

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse souhaite créer une application, permettant de fiabiliser la gestion des données issues des mesures sur les flux de pollution entrant et sortant des stations d'épuration municipales et industrielles.

De mai à juillet 2005, l'OIEau a étudié le fonctionnement global du système d'information de l'AERM&C et recensé les nouveaux besoins. Suite à des séries d'entretiens, Il a ensuite conçu le cahier des charges et fourni à l'Agence ses conclusions sur la stratégie de déploiement de la future application.

## DIREN Bretagne

### Optimiser la gestion des données régionales

L'OIEau avait réalisé en 2003, pour la DIREN Bretagne, un audit diagnostique portant sur l'organisation des données régionales sur l'eau, avec 3 scénarii progressifs de réorganisation. L'OIEau a ensuite accompagné la DIREN Bretagne, dans une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, pour la réalisation du scénario le plus ambitieux, qui vise à **mutualiser l'ensemble des données sur l'eau dans une base de données régionale commune**, au format SANDRE.

L'OIEau est intervenu sur l'ensemble des phases du projet : aide au choix du prestataire informatique, expertise SANDRE et conseil pour le suivi de l'étude détaillée et des développements. Le projet entre maintenant en application depuis le dernier trimestre 2005.

## MICROSAT 3

Les Agences de l'Eau ont lancé en 1999 un ambitieux projet de refonte du logiciel MICROSAT, utilisé par les **SATESE (Services d'Assistance Technique à l'Exploitation des Stations d'Épuration)**.

Choisi à l'issue d'appels d'offres européens, l'OIEau a assuré pendant 4 ans le rôle d'assistant à la maîtrise d'ouvrage. La version 3 de MICROSAT, déployée en juin 2005 et conforme au format SANDRE, permet aujourd'hui le descriptif des stations d'épuration urbaines et industrielles, assure la planification et la gestion des interventions, la saisie des résultats de mesures, traite l'autosurveillance réglementaire et aide les techniciens à apprécier le bon fonctionnement des STEP.

**L'application est aujourd'hui déployée dans 49 SATESE départementaux.**

Une offre globale d'évolution du produit et d'assistance à son utilisation est à l'étude.

### Données sur l'épandage des fertilisants

En 2005, le SANDRE a publié la description des données sur l'épandage des fertilisants : boues de stations, produits industriels, d'effluents agricoles.

Un document SANDRE décrit les données standardisées pour ces produits et définit les scénarii d'échanges informatique d'un plan d'épandage et d'un bilan.

## Sites Internet

### PAPE

#### Participation Active du Public à la gestion de l'Eau

La Directive-Cadre Européenne sur l'Eau prévoit d'impliquer le public tout au long de sa mise en œuvre, pour atteindre un bon état écologique des eaux d'ici 2015.

Grâce au soutien de la Région Limousin et de la Commission Européenne, dans le cadre du "Programme Régional d'Actions concertées des Technologie de l'Information et de la Communication pour l'Innovation en Limousin", l'Office International de l'Eau a développé un outil à la disposition des gestionnaires locaux pour faciliter cette participation. Cet outil Internet permet :

- ◆ aux animateurs des Contrats de Rivières de diffuser des informations et de pouvoir facilement les mettre à jour ;
- ◆ de mettre à disposition du public les données disponibles (qualité, quantité) grâce à un module SIG (Système d'Information Géographique) simplifié ;

◆ faire intervenir le public directement : une classe, un pêcheur, ou un riverain pourront ainsi faire remonter leurs observations, des photographies, des constats.

L'OIEau a fait le choix d'un logiciel libre, gratuit, facile à mettre en œuvre chez la plupart des hébergeurs, avec un minimum de connaissances informatiques, et simple à utiliser.

Un site pilote "P@pe-Sedelle" a été réalisé en partenariat avec le SIASEBRE, le Syndicat de gestion de la Sedelle, un affluent de la Creuse, en Limousin :

<http://pape.oieau.fr/sedelle>

Parallèlement, l'OIEau souhaite accompagner la communauté des utilisateurs régionaux à s'entre-aider, partager des trucs et astuces, et poursuivre le développement de fonctionnalités nouvelles pour répondre aux besoins du public :

<http://pape.oieau.fr/pape>



### "L'eau en Montagne"



"L'eau en montagne" est le nom d'un tout nouveau site Internet qui vise à fournir aux acteurs de l'eau en montagne un espace commun pour dialoguer et partager des informations (documents, actualités, contacts).

Consultable par toutes les personnes intéressées par cette thématique, le site "l'eau en montagne" propose plusieurs types d'accès à l'information :

- la rubrique "généralités" : construite à partir d'une carte interactive en relief, cette rubrique permet, en naviguant sur le bassin versant, d'accéder aux différents thèmes associés à l'eau en montagne : risques naturels, climat, forêt, pastoralisme, urbanisme, tourisme ;

■ La rubrique "actualités" permet de faire le point sur les informations les plus récentes et les plus pertinentes sur les thèmes relatifs à l'eau en montagne ;

■ La rubrique "bibliothèque" regroupe des documents numériques mis en consultation par les adhérents du site ;

■ La rubrique "forum" est un espace de libre échange ouvert à tous ;

■ La rubrique "contacts" regroupe les coordonnées des adhérents du site.

Le site "eau en montagne" est un site collaboratif qui est alimenté par les contributions de ses utilisateurs.

Parmi les partenaires du site, on compte : l'UNESCO, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Observatoire Européen des Forêts de Montagne, la Société d'Economie Alpestre de la Haute-Savoie, la Société d'Equipement du Département de la Haute-Savoie, la DATAR-DIACT, l'Office International de l'Eau et le RIOB.

*Société d'économie Alpestre de Savoie*

[www.echoalp.com](http://www.echoalp.com)

(rubrique "l'eau en montagne")

### Site sur la politique de l'eau

#### Les acteurs publics français se mobilisent pour relever le défi mondial de l'eau

L'OIEau participe à la création et à l'animation du site des acteurs publics français de l'eau, qui a été ouvert à l'occasion de la 13<sup>ème</sup> Commission du Développement Durable qui a eu lieu en mars 2005 à New-York.

Ce site présente l'expérience et le savoir-faire français dans le domaine de l'eau, qui s'articule autour de 4 grands concepts de gestion de l'eau : la démocratie, la transparence et la bonne gouvernance, la participation des usagers et la gestion par bassin.



Ce site en trois langues est accessible par les adresses suivantes :

[www.eau-international-france.fr](http://www.eau-international-france.fr)

[www.water-international-france.fr](http://www.water-international-france.fr)

[www.aqua-internacional-francia.fr](http://www.aqua-internacional-francia.fr)



### Invitation

**Conférence Megève II  
20 - 22 Septembre 2006**

**"La Directive-Cadre  
et les masses d'eau  
de montagne"**

**avec EURO-RIOB**



## Les Cadres de l'OIEau se projettent dans l'avenir !

[www.oieau.org](http://www.oieau.org)

**3.000.000 de visiteurs en un an sur le portail Internet de l'OIEau !**



Le site web de l'OIEau, ouvert dès 1997, s'est au fil des ans transformé en véritable portail international d'information mondiale sur l'eau, donnant accès à de nombreuses ressources : documentation, actualités, formation, coopération ou données.

Ce portail s'adresse aux professionnels et décideurs du secteur de l'eau et il reflète sur la toile la principale vocation de l'OIEau, qui est de réunir, en France, en Europe et dans le Monde, les compétences publiques et privées pour mieux gérer l'eau. Il donne accès :

- aux informations d'actualités françaises et internationales,
- aux services en ligne de l'OIEau,
- aux meilleurs sites Internet spécialisés du secteur de l'eau,
- aux sites des partenaires nationaux et internationaux de l'OIEau,
- à la mémoire des grandes conférences internationales sur l'eau.

Le site propose des informations de synthèse sur la situation de l'eau dans le monde, la politique européenne de l'eau et l'organisation générale de l'eau en France.

Le portail de l'OIEau, présenté en accès libre et en 4 langues (français, anglais, espagnol et portugais), est consulté pour moitié par des internautes originaires de France, le reste des internautes venant de l'étranger, notamment d'Amérique du Nord.

**Vous cherchez une information sur l'eau ?**  
En 2 clics,  
**vous la trouverez certainement sur le portail de l'OIEau !**

C'est au Château de la Cazine, située dans la Creuse, à 70 km de Limoges, que les cadres de l'Office International de l'Eau se sont retrouvés du 1<sup>er</sup> au 3 septembre pour un séminaire de réflexion sur l'avenir de l'Association.

**A l'heure où l'Office International de l'Eau s'apprête à fêter ses 15 années d'existence**, ce séminaire a permis de dresser le bilan de l'activité de notre Association, de faire le point sur l'évolution de nos métiers et de nos domaines d'intervention.

**L'Office International de l'Eau se porte bien**, ses actions sont reconnues tant au niveau national qu'international, il se positionne en tant que leader dans de nombreux domaines (formation aux métiers de l'eau, promotion de la gestion de l'eau par bassins versants et de la gestion intégrée des ressources en eau, coopération internationale institutionnelle, gestion de l'information et des données sur l'eau etc).

De grands enjeux et de nouvelles opportunités s'offrent à nous, il est donc nécessaire de définir une stratégie commune pour y répondre pleinement.

Quatre ateliers ont été organisés :

- les nouveaux métiers de l'information et de la documentation ;
- l'exportation de la formation aux métiers de l'eau ;
- le conseil à la Gouvernance des services municipaux de l'eau potable et de l'assainissement ;
- le développement des activités d'administration des données.

Les débats ont été particulièrement fructueux et riches, ils ont montré la forte motivation de chacun d'impulser une nouvelle dynamique et d'être moteur de la nouvelle stratégie de l'Office International de l'Eau pour les années à venir.

## Les Cahiers Techniques

### "Relookage" de la collection



**L'Office International de l'Eau étoffe la collection de ses cahiers techniques, riche maintenant de 18 numéros.**

Le concept est basé sur des bandes dessinées, pour une découverte vulgarisée du sujet, puis sur une progression douce du contenu technique, de l'apprentissage vers les notions plus complexes. Les images, les dessins, les courbes, ou autres figures donnent un côté agréable et surtout pédagogique à ces cahiers.

En 2005, la collection a commencé à se "relooker", avec 3 nouveaux cahiers et une nouvelle maquette encore plus agréable.

Les anciens titres de la collection restent disponibles.

**Les Cahiers Techniques sont disponibles à la vente :**  
Office International de l'Eau - DI2DE  
15 rue E. Chamberland - 87065 Limoges Cedex  
Tél. 05 55 11 47 47 - Fax 05 55 11 47 48  
[eaudoc@oieau.fr](mailto:eaudoc@oieau.fr)

## ANC

### Assainissement Non Collectif



L'OIEau a mené en 2005 pour de la Direction de l'Eau du MEDD, une étude sur la réglementation et la normalisation des filières d'assainissement non collectif dans différents pays.

#### L'étude a été conduite en trois temps :

- ❶ Retour d'expériences acquises par les formateurs spécialisés de l'OIEau (CNFME) ;
- ❷ Etude des contextes normatifs français et européens, pour une meilleure articulation entre la norme et la voie réglementaire ;
- ❸ Bilan comparatif de la réglementation internationale relative à l'ANC dans des pays très concernés (Espagne, Portugal, Pologne, des Länder allemands, le Canada et les Etats-Unis).

## Rapport sur l'Etat de l'Environnement en France

Un Rapport sur l'Etat de l'Environnement de la France doit être publié tous les quatre ans par l'Institut Français de l'Environnement (IFEN), et le prochain est prévu en 2006.

Pour la préparation du chapitre dédié aux eaux continentales, l'IFEN a confié à l'OIEau la réalisation de nombreux traitements des données.

Les travaux demandés ont consisté en la production de tableaux, graphiques et cartes documentés et de notes de synthèse pour la qualité des eaux de surface et souterraines au travers du traitement des données du Réseau National de Bassin.

## DEPURANAT

### Promouvoir les techniques d'épuration naturelles



Les 20 et 21 octobre 2005, l'Office International de l'Eau a accueilli la 3<sup>ème</sup> rencontre des partenaires du projet **DEPURANAT** (Depuración Natural des Aguas Residuales) qui vise à développer les techniques d'épuration naturelles (dites aussi techniques extensives) sur l'Arc Atlantique Européen et notamment en Europe du Sud.

Le projet **DEPURANAT** repose sur un partenariat constitué de l'ITC- Instituto Tecnológico de Canarias, leader du projet, l'Université du Minho - Portugal, le "CENTA - Centro de Nuevas Tecnologías del Agua" - Espagne et un certain nombre de municipalités canariennes et portugaises et l'OIEau.

S'appuyant sur l'étude du fonctionnement de 6 stations déjà dotées de telles technologies et de 6 stations projetées ou déjà en construction, mettant en œuvre ces principes de traitement, le consortium a pour missions de :

- **rédiger des guides techniques** permettant d'aider les maîtres d'œuvre à concevoir les stations d'épuration dans les règles de l'art ;
- **élaborer des méthodes d'aide à la décision** pour sélectionner les meilleures techniques en fonction des conditions auxquelles les maîtres d'ouvrage sont confrontés sur le terrain ;

- **valoriser les sous produits** (boues, matière organique, eaux usées traitées, ...) ;
- **dégager le marché potentiel** pour de telles techniques sur l'Arc Atlantique ;
- **renforcer la "relation"**, autour de tels sites, avec la population environnante (classes d'eau pour les enfants, productions maraîchères, florales, ...) ;
- **développer les outils de formation** pour promouvoir une véritable ingénierie en matière d'épuration naturelle.

Le CENTA et l'OIEau apportent leur soutien pour la réalisation des guides et la valorisation des savoir-faire, après la construction et pendant l'exploitation, pour mieux faire connaître ces techniques souvent négligées, qui s'intègrent bien dans l'environnement, notamment pour un nombre d'équivalents habitants compris entre 100 et 500.





## Reminéralisation et neutralisation de l'eau potable Loire-Bretagne

### Consommations d'eau : bilan et perspectives

Le groupe Lhoist, expert en chaux et dolomie, a fait appel à l'Office International de l'Eau, accompagné par une étudiante de l'Ecole des Métiers de l'Environnement de Rennes, pour conduire les essais de performances de deux produits de reminéralisation et neutralisation de l'eau potable : Akdolit Hydro-calcit CIG (Rheinkalk Akdolit, Allemagne), matériau concurrent du calcaire marin (maërl), et le lait de chaux micronisé (Balthazard et Cotte, France).

En 2005, l'OIEau a réalisé des tests en laboratoire, sur le pilote de filtration de la plate-forme "eau potable" du CNFME à La Souterraine, et avec le soutien des services sanitaires de la Creuse, sur le réseau de distribution de la commune de Lafat.

Une étude économique de l'utilisation de ces produits complètera les tests.



L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne a confié à l'OIEau la réalisation d'une étude sur la consommation d'eau (hors industrie et agriculture) et le potentiel d'économie d'eau dans le bassin.

**Un constat général** : les consommations d'eau dans le bassin sont mal connues, à part les volumes prélevés aux fins de production d'eau potable, soumis à redevance de l'Agence.

L'OIEau préconise la création d'un **Observatoire des Consommations d'eau potable et du prix de l'eau dans le bassin**, afin d'éclairer l'Agence dans ses choix et de disposer de données de référence utiles aux acteurs.

Un autre objectif de cette étude était de tirer les enseignements des projets soutenus par l'Agence pour réduire la consommation d'eau, depuis 1990 : soit 29 dossiers, déposés par 19 maîtres d'ouvrages.

**Une estimation des potentiels d'économie d'eau** a été établie à partir de ratios de référence, collectés auprès des interlocuteurs, afin de permettre une évaluation des consommations globales de divers usages.

Les principales cibles retenues ont été les équipements collectifs (écoles, équipements



sportifs et touristiques, locaux administratifs et logements collectifs).

Une hiérarchisation des priorités d'action a été établie pour chacune de ces cibles.

**Un jeu de fiches d'argumentaire** a été élaboré, afin de promouvoir plus efficacement les actions de maîtrise des consommations, et **des exemples de tableaux de bord** de suivi des consommations ont été proposés.

L'étude contribue aux ateliers sur les économies d'eau que l'Agence Loire-Bretagne parraine, lors du 7<sup>ème</sup> carrefour des gestions locales de l'eau de Rennes.



## Gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

### Enjeux et recommandations



L'Office International de l'Eau a réalisé, à la demande du **Syndicat Professionnel des Entreprises de Services d'Eau et d'Assainissement (SPDE)**, une étude visant à aider la gestion par les services de l'important patrimoine que constituent les réseaux d'eau potable. Ceux-ci ont une longue durée de vie, plusieurs décennies, et les décisions prises par la Collectivité et par son gestionnaire,

public ou privé, engageront le service sur une durée supérieure à celles des mandats des élus ou des contrats de délégation.

**La longueur totale des conduites d'eau potable en France est estimée à 850.000 km et, très approximativement, la valeur à neuf de ce réseau, tous matériaux confondus, serait de l'ordre de 80 milliards d'euros : les enjeux sont donc très importants.**

Ce patrimoine s'accroît sans cesse, du fait de nouvelles infrastructures et des évolutions de l'espace urbain : sa gestion doit s'inscrire dans cette perspective dynamique.

La Collectivité locale devra avant tout opérer un choix sur le niveau de performance qu'elle souhaite obtenir et sur les délais pour l'atteindre, ce qui aura une conséquence sur le prix de l'eau.

Elle devra définir sa stratégie de solidarité entre les générations : faut-il payer plus maintenant pour garantir la performance du service sur une durée plus grande ou laisser ce soin à nos successeurs ? Faut-il engager des investissements importants de renouvellement, pour prévenir des dégradations éventuelles ou simplement mettre en place une politique de vigilance, et ne réagir que lorsque les problèmes apparaîtront ? **Il convient donc d'arbitrer entre des stratégies préventives ou curatives.**

Le gestionnaire devra mettre à la disposition de la Collectivité des outils de connaissance du patrimoine, ainsi que d'aide à la décision ou de communication.



## MEXICO 2006

# IV<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau



L'Office international de l'eau (OIEau) s'est fortement impliqué dans le Forum Mondial de l'Eau de Mexico : 8000 participants sont attendus, ce qui témoigne du grand intérêt de la manifestation.



### Une forte mobilisation préalable

Le Forum a été préparé par grandes régions du Monde : toutes ont produit des rapports qui montrent la diversité des problèmes. L'OIEau a ainsi été appelé à rédiger le chapitre GIRE sur la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) et l'Initiative Européenne pour l'Eau (EUWI) du rapport de la région Europe.

On constate d'ores et déjà une forte mobilisation autour du thème de la gestion par bassin et en particulier sur le problème des aquifères et cours d'eau transfrontaliers.

L'importance du rôle des collectivités locales et l'idée que la gouvernance doit être la plus décentralisée possible, seront également affirmées.

Une attention particulière sera aussi accordée aux risques naturels : inondations, sécheresses, érosion, ... ces risques existent partout, même dans les pays développés et il y a urgence à mettre au point une prévention efficace.

Il existe enfin un énorme retard pour l'assainissement dans les pays du sud et cela fait peser de gros risques sanitaires et écologiques à grande échelle dans de nombreux pays.

### Des résultats concrets sont attendus

La question est de savoir comment respecter les engagements déjà pris et réaliser pratiquement les Objectifs du Millénaire des Nations Unies, comment passer enfin aux actes, pour transformer ces engagements en actions concrètes.

La forte mobilisation des élus locaux exercera une forte pression pour que l'on ne débouche pas seulement sur des déclarations générales, mais aussi sur une implication effective des autorités locales et d'abord des municipalités, qui sont directement concernées.

Les travaux de Mexico doivent donner des éclairages stratégiques, des recommandations pour aller dans le sens des idées nouvelles qui se dégagent d'ores et déjà de la préparation du Forum.

Les organisateurs ont reçu 600 propositions de sessions venant des différentes parties prenantes, et n'ont pu en retenir que 185, de 2 heures chacune.

Les organisateurs ont aussi reçu 1700 propositions pour présenter des actions de terrain dont 600 d'entre elles seulement pourront être exposées.

Une base de données sera réalisée sur Internet.

### L'OIEau porte ses idées

Pour sa part, l'OIEau a fortement mobilisé le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), qui tiendra une "méga-session" exceptionnelle de 8 heures, toute la journée du 18 mars, sur le thème de la Gestion par Bassin. Il s'agit de faire passer le message suivant : "Le bassin est l'espace pertinent pour gérer l'eau". C'est une pratique à généraliser à l'échelle mondiale et il faut dire que "ça marche" !

L'OIEau organise par ailleurs une autre session officielle avec la "CONAGUA", sur les Systèmes d'Information sur l'Eau. Elle témoignera entre autres de la coopération pour la mise en place du Système d'Information Fédéral sur l'Eau du Mexique, ainsi que du Système d'Information sur l'Eau français (SIE), ou du Système d'Information Méditerranéen (SEMIDE), qui fédère déjà les systèmes nationaux de tous les pays du tour de la Méditerranée...

Un stand dans "la Water Fair" exposera nos activités principales et les actions de coopération franco-mexicaine avec la CONAGUA.



### Le Partenariat Français pour Mexico

Les Ministères français des Affaires Etrangères et de l'Ecologie ont pris l'initiative d'organiser une participation commune de tous les différents acteurs du secteur, au sein d'un "Partenariat Français pour Mexico (PFM)", de façon à assurer une présence cohérente et d'afficher des messages communs. Le Secrétariat en est assuré, au sein d'une "Equipe de Coordination France", par le Programme Solidarité Eau, l'ASTEE et l'Office International de l'Eau, qui ont préparé les actions collectives du Partenariat (stand, messages, sessions, side events, ...).

Le stand français véhiculera les messages du PFM et diffusera notamment des fiches d'exemples français et des recommandations sur les thèmes que la France veut promouvoir. Ces documents sont accessibles sur le site internet du PFM :

[www.eau-international-france.fr/mexico](http://www.eau-international-france.fr/mexico)

## Invitation !

Nos 5 sessions à Mexico

Samedi 18 mars 2006 :

- ➔ La gestion des bassins transfrontaliers africains (AMCOW / RAOB)  
*"63 fleuves transfrontaliers en Afrique"*
- ➔ L'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau (EURO-RIOB)  
*"29 Pays s'entendent pour atteindre un bon état écologique des bassins hydrographiques en 2015"*
- ➔ La participation des usagers et du public et la solidarité dans la gestion de bassin (RIOB)  
*"Les Comités de Bassin : Parlements locaux de l'eau"*
- ➔ La synthèse des progrès réalisés pour la gestion des bassins transfrontaliers dans le monde (RIOBT)  
*"L'eau ne connaît pas les frontières !"*

Mardi 21 mars 2006 :

- ➔ Développement et mise en oeuvre de Systèmes d'Information sur l'Eau (OIEau / CONAGUA)

[www.oieau.org/mexico](http://www.oieau.org/mexico)

## Nouvelle priorité pour l'OIEau : La gouvernance des services d'eau

Réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de population qui n'a pas accès à l'eau potable, ainsi que celle sans accès à un assainissement, tels sont les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés par le Sommet Mondial de Johannesburg sur le Développement Durable en 2002.

**Il apparaît que l'amélioration de la gouvernance dans les services collectifs de l'eau constitue une des premières priorités.**

La gouvernance c'est "l'ensemble des règles, procédures et comportements touchant à l'exercice des pouvoirs au divers niveaux de décision, caractérisé notamment par la responsabilité, la transparence, la lisibilité, la cohérence, l'efficacité et l'efficacités".

**L'OIEau renforce son implication sur ce thème de la gouvernance**, dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2005-2007 signée avec le Ministère français de l'Ecologie et du Développement Durable.

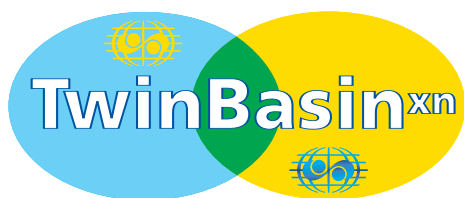
A ce titre, l'OIEau a notamment conduit en 2005 les actions suivantes :

- **mise en place et animation d'un groupe de travail** incluant les acteurs français publics et privés, Ministères, Agence Française de Développement, Etablissements publics, les Collectivités Locales intervenant dans le cadre de la coopération décentralisée, les ONG et les acteurs privés pour **analyser les retours d'expériences et tirer des bilans des actions de coopération, mieux identifier la demande et définir des thèmes prioritaires.**

- **participation à la préparation de deux projets de sessions pour le 4<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau (Mexico, mars 2006) :**

- **"transparence et contrôle démocratique" pour une meilleure gouvernance des services locaux d'eau potable et d'assainissement** (session portée par l'Association des Maires des Grandes Villes de France-AMGVF),
- **"besoins des pays en développement et apports des initiatives internationales"** (session portée par le Ministère français de l'Ecologie et du Développement Durable).

## Le projet "TWINBASIN" avance : participez !



Sur un financement de la Commission Européenne (6<sup>e</sup> Programme Cadre de Recherche), le projet "TWINBASINXN", piloté par l'Office International de l'Eau, en collaboration avec le RIOB, GWP et Techware, se propose de **promouvoir les jumelages d'Organisations de Bassin**, afin de disséminer les bonnes pratiques et de renforcer les ressources humaines de ces Organismes.

**Des guides** sont rédigés pour monter des jumelages fructueux. **Des bourses** sont allouées pour faciliter la mobilité des jeunes Cadres entre bassins (stages pratiques de courte durée), **des outils de gestion des connaissances et de formation à distance** seront disponibles, etc.

Le réseau s'appuie déjà sur un groupe de 40 membres fondateurs, représentatifs des acteurs concernés.

**Le Comité de Pilotage du projet TWINBASIN** s'est félicité, lors de sa réunion de Marra-kech en mai 2005, de l'importante progression

connue par le projet au cours des derniers mois, lui permettant d'avancer significativement dans la réalisation de ses objectifs.

A l'issue des deux premiers Appels à Propositions lancés en 2005, **14 jumelages ont été retenus**, pour être appuyés par le projet, impliquant **26 Organismes de Bassin de 14 pays** ; la participation des Pays du Sud y est prépondérante (51 %).

**TWINBASIN** joue son rôle, en encourageant incontestablement ces coopérations et en les inspirant. En effet, plus de 70 % des accords de jumelages signés ont été établis dans le cadre du projet et lui sont imputables.

La large diffusion de la première **"TwinBasin Newsletter"** (6.300 abonnés), par l'intermédiaire du RIOB notamment, la promotion du projet lors d'événements internationaux liés à la GIRE, et la récente distribution de plaquettes (20 000 exemplaires en français, anglais, espagnol et russe) sont autant d'éléments permettant d'apporter au projet le rayonnement international adéquat et nécessaire.

Le site Internet : **www.twinbasin.org**, principale interface du projet avec l'ensemble de sa communauté, assure une capitalisation et une diffusion des connaissances acquises.

Depuis peu, cet outil est opérationnel ; il doit encore être amélioré. Près de 6000 internautes l'ont déjà consulté et une cinquantaine de membres y sont enregistrés. Le site Web sera bientôt le support de Web Forums qui permettront d'engager les réflexions d'experts et de spécialistes sur des questions importantes propres à la GIRE. Enfin, l'ensemble des connaissances capitalisées par **TWINBASIN**, en matière de GIRE, sera complété et enrichi par les résultats et les produits des "clusters", avec les autres projets liés à la thématique "Jumelages" (Projets WADE, RIVERTWIN & TWINBAS), soutenus par l'Union Européenne.

En définitive, le projet **TWINBASIN** en est à une étape clé de sa réalisation. La seconde Réunion du Comité de Pilotage a permis d'élargir les réflexions et de prendre les décisions nécessaires pour l'évolution du projet vers la réalisation de l'ensemble des objectifs prévus.

**La prochaine réunion du Comité de Pilotage aura lieu à Mexico en mars 2006.**

**www.twinbasin.org**

### La Volta : vers la création d'un Organisme de Bassin Transfrontalier

#### "EUWI"

L'Initiative Européenne pour l'Eau (EUWI) lancée en 2002, durant le Sommet Mondial du Développement Durable de Johannesburg, pour faciliter la réalisation des Objectifs du Millénaire (ODM), comporte une composante africaine qui vise à améliorer la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Depuis 2003, la Stratégie et le Programme de travail approuvés par le Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW) privilégie :

- ◆ la gestion des bassins transfrontaliers,
- ◆ l'élaboration de plans nationaux d'efficacité de l'eau.

Cette composante est animée par le Ministère français des Affaires Etrangères qui a chargé l'Office International de l'Eau avec l'AMCOW et les Coopérations Européennes intervenant en Afrique, d'élaborer un Programme d'Interventions Prioritaires pour un

premier groupe de 5 bassins transfrontaliers pilotes, pour lesquels les actions stratégiques ont été identifiées et les demandes de financement ont été adressées à la Commission Européenne. Il s'agit de :

- **Afrique australe** : Commission Orange / Senqu (ORASECOM),
- **Afrique centrale** : Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT),
- **Afrique de l'Est** : Bassin du lac Victoria et de la Kagera - Programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil (NELSAP) et Organisme du Bassin de la Kagera (OBK),
- **Afrique de l'Ouest** : Autorité du Bassin du Niger (ABN) et Bassin de la Volta.

La mise en place effective des fonds européens interviendra mi-2006.

#### Le projet "Volta"

Entre temps, les responsables des six pays du Bassin de la Volta (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo) font preuve de détermination et affichent une forte volonté politique d'aller de l'avant rapidement.

La Volta en effet ne dispose pas encore d'Autorité de Bassin. **Un Comité Technique du Bassin de la Volta (CTBV)**, qui a été mis en place en Juillet 2004, a tenu sa 2<sup>ème</sup> Session du 20 au 24 Juin 2005.

Cette instance de concertation inter-gouvernementale a pour mandat de créer les conditions nécessaires pour la création d'un **Organisme de Bassin Transfrontalier de la Volta** pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, des écosystèmes et autres ressources connexes.

La Coopération bilatérale française soutient l'Office International de l'Eau pour appuyer le CTBV, en deux phases :

① **Animation de la 2<sup>ème</sup> Réunion du Comité Technique**, en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination des Ressources en Eau (UCRE) de la CEDEAO (Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), les experts de chaque pays membre du bassin et les responsables du groupe GIRE de l'Initiative Européenne ;

② **Assistance technique au CTBV et aux pays dans la perspective d'une mise en place effective de l'Organisme de Bassin de la Volta** : statuts / organigramme / identification des moyens humains et financiers / mécanismes de financement / mécanismes de coordination inter-pays / processus de planification.

Ce travail s'appuie sur les stratégies nationales de gestion des ressources en eau dans chacun des 6 Etats. Il intègre les actions parallèles menées par la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, le FFEM et les autres donateurs, afin de mettre au point rapidement un programme d'activités cohérent.



### Afrique du Sud

#### Une approche par bassin

#### 5 ans après l'adoption de la Loi sur l'Eau en République Sud-Africaine, où en sommes nous ?

Réunis en novembre 2004 sur les bords du Lac Loskop à 200 Km de Pretoria, 90 délégués de 14 pays ont partagé leurs expériences de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

L'OIEau, qui faisait partie de la délégation de l'Association Française pour l'Etude de l'Irrigation et du Drainage (AFEID), s'est efforcé de montrer combien la création et le dévelop-

pement d'organismes de bassin se sont révélés utiles pour résoudre le problème de partage de l'eau entre les différents usages.

L'Afrique du Sud en est un bon exemple.

Le Ministère de l'Eau et des Forêts (DWA) Sud-Africain, a pour objectif de garantir "de l'eau pour tous et pour toujours" ("some water for all for ever").

La Loi a ainsi institué 19 "Catchment Management Agency-CMA" (CMA) à l'échelle des bassins versants du pays.

Elle confie aux 294 "Irrigation boards" et aux 400 réseaux villageois d'irrigation existants, la fonction de gestion locale des ressources des eaux en les transformant en "Association d'Usagers de l'Eau" (Water Users Associations - WAUs).

A ce jour cinq "CMA" sont déjà créées et une cinquantaine de WAUs fonctionnent.



### Afrique du Sud - NCWSTI

#### Développer les compétences pour mieux gérer l'eau

##### Contexte

L'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement est considérée comme une des priorités en Afrique du Sud.

C'est pourquoi le Gouvernement Sud-Africain veut renforcer les capacités au sein de ces services.

Pour assurer une qualité de service élevée, les personnels chargés de l'installation, de l'exploitation, de la maintenance et de la gestion de ces réseaux doivent en effet être qualifiés et avoir un bon niveau de compétence professionnelle.

Entre 20.000 et 30.000 employés sont concernés et nécessitent une formation.

##### Un projet d'avenir

Le Projet "Human Capacity Building for South-African Water Sector" est financé par le "Fonds de Solidarité Prioritaire", dans le cadre de la coopération bilatérale franco-sud-africaine.

Côté français, l'Office International de l'Eau en partenariat avec SAUR/IDFP, a été sélectionné pour la mise en œuvre de ce Projet, d'une durée de 3 ans.

L'objectif général du projet est l'amélioration du professionnalisme dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique du Sud, passant par la formation du personnel au sein des Autorités des Services de l'Eau (WSA's) et des Fournisseurs des Services de l'Eau (WSP's).

##### Formation de formateurs



##### Des objectifs précis

Il s'agit de mettre en place un système complet de formation :

- de créer un "réseau national de centres de formation pour le secteur de l'eau",
- de développer des programmes de formation technique,
- de former un premier groupe de formateurs et tuteurs sud-africains,
- de susciter une demande du secteur pour de la formation continue,
- d'organiser des formations pratiques, analytiques et théoriques de qualité.

Le "National Community for Water & Sanitation Training Institute" (NCWSTI), situé dans l'enceinte de l'Université du Nord, Limpopo Province près de la ville de Polokwane, est le point focal du système de formation.

Le NCWSTI développera ce "Réseau National de Formation pour le Secteur de l'eau" en s'appuyant sur 2 autres centres régionaux satellites, situés dans les régions du KwaZulu Natal et de l'Eastern Cape.

Dotés de **kits de formation** (manuels de formation, outils d'animation et d'évaluation, équipements et infrastructures pédagogiques) adaptés au contexte sud-africain, les formateurs seront intégrés dans ce "**réseau national**" animé par le "NCWSTI" ;

##### Les premières réalisations

Un "Project Steering Committee" (PSC - Comité de Pilotage du Projet), composé par des représentants sud-africains du "Department of Water Affairs and Forestry" (DWAF) et du "NCWSTI", ainsi que par des représentants de l'Ambassade de France à Pretoria et de l'Agence Française de Développement (AFD), a été constitué et s'est déjà réuni à deux reprises.

L'OIEau a défini **les spécifications techniques de diverses plates-formes de formation pratique**, dont la construction a été réalisée par le Bureau d'Ingénierie Sud-Africain UWP.

En parallèle, le "NCWSTI" a constitué **le premier réseau de formateurs sud-africains**, fort d'environ 120 professionnels issus du "DWAF", des "WSA", "WSP" et des municipalités.



##### Plate-forme d'entraînement à la pose de canalisations

**Des formations de formateurs** (Training of Trainers), ainsi que des formations spécifiques (Assessor Workshops) ont été organisées pour les participants à ce réseau, leur permettant d'être accrédités comme formateurs (Training Facilitators) conformément aux règles édictées par les systèmes "SAQA" et "NQF" (South African Qualification Authority et National Qualification Framework).

Fin 2005, **plusieurs modules de formation ont déjà été organisés par l'OIEau et SAUR-IDFP**, sur les principaux thèmes du traitement de l'eau potable, de l'épuration des eaux usées, de l'entretien des équipements électriques et mécaniques, du service clientèle, de la supervision et gestion des services d'eau et de la gestion des ressources humaines.

Enfin, un Formateur Senior a été spécifiquement recruté par le "NCWSTI", sur un budget du Projet, pour coordonner les activités sur le terrain.



## AFRIQUE

### Congo

#### Une assistance technique pour le CICR



Diagnostic d'une station de chloration en collaboration avec la REGIDESO

Dans le cadre du plan de formation réalisé depuis 3 ans pour le **CICR (Comité International de la Croix-Rouge)**, le Centre National français de Formation aux Métiers de l'Eau de l'OIEau a réalisé **une mission de diagnostics sur les trois installations de production d'eau potable** de Kindu, Uvira et Goma en République Démocratique du Congo, en mars 2005 : trois situations techniques fort différentes, qui concernent l'eau du fleuve Congo, celle du lac de Kivu et des eaux souterraines présentant des problèmes de fer et de manganèse.

#### L'analyse technique a conduit à des propositions d'amélioration des ouvrages.

Ces situations ont servi d'études de cas pour la session de formation de l'équipe Wathab (Water-habitation) du CICR qui s'est tenue à Limoges en octobre 2005.

L'analyse a montré d'énormes besoins de formation du personnel de la REGIDESO, service national d'alimentation en eau du Congo.

Un plan de formation proposé à un financement de l'Union Européenne est en cours d'élaboration.



### Ouganda

#### Kampala City Council

Le "Kampala Urban Sanitation Project" - KUSP, initié par le "Kampala City Council" (KCC) avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), a pour objectif général le renforcement des compétences des personnels du District dans le cadre d'un contrat attribué à Hydroconseil et à son partenaire local Aquaconsult.

Hydroconseil a demandé à l'OIEau de réaliser en novembre 2005, une action de formation sur "le recrutement et la gestion des ressources humaines".



### Rwanda

#### Audit du projet de loi sur l'eau

Face au sous-équipement en alimentation en eau potable, en protection contre les inondations, et en hydraulique agricole, dont souffre le pays, la Banque Mondiale a souhaité qu'une assistance technique soit apportée par un groupement mené par BRli, en partenariat avec l'OIEau, au projet de loi sur l'eau en cours d'élaboration

#### Le projet de loi sur l'eau

Il est recommandé qu'il soit complété par :

- ◆ la protection des zones humides et des tourbières,
- ◆ une organisation collective des travaux d'aménagement des eaux,
- ◆ une revitalisation des services informels de distribution d'eau,
- ◆ l'organisation de l'irrigation,
- ◆ une approche intégrée de la gestion des quelques 350 bassins hydrographiques,
- ◆ l'organisation de la collecte des données.



La retenue collinaire de Combani à Mayotte

## Océan Indien

### Maurice

#### "MPU" & "CWA"

Les principaux acteurs mauriciens du Secteur de l'eau, sous tutelle du "**Ministry of Public Utilities**" (MPU), souhaitent mettre en oeuvre un important programme de formation professionnelle continue de leurs personnels afin d'accompagner les réformes du secteur de l'eau et soutenir leur stratégie.

Le programme 2005 de coopération bilatérale franco-mauricien, dont l'Office International de l'Eau est l'opérateur, a retenu les 2 volets suivants :

- 1 **renforcer la stratégie de modernisation de la "Central Water Authority" "CWA"**, en développant la pratique d'**Indicateurs de Performance**, à laquelle 80 Cadres ont été formés au cours de deux missions d'experts de l'OIEau en février et avril 2005.

Un appui à la mise en oeuvre et au suivi d'un système de "Benchmarking" est prévu dans le cadre du projet d'entreprise de la "CWA".

- 2 **étudier la faisabilité d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME) à Maurice**, avec l'évaluation des besoins de formation des personnels mauriciens du secteur de l'eau, la définition d'un "Schéma Directeur" de formation et l'identification des moyens matériels, humains et financiers permettant la création de ce Centre.



### Mayotte

#### La collaboration continue

L'OIEau / CNFME a poursuivi en 2005 son appui technique au **SIEAM (Syndicat Intercommunal de l'Eau et de l'Assainissement de Mayotte)**.

La conformité de la quasi-totalité des points de ressource en eau potable actuellement exploités sur Mayotte a ainsi été analysée.

En partenariat avec la Direction de l'Agriculture et de la Forêt, l'OIEau réalise également un suivi sur une longue période des variations de qualité de l'eau de la retenue de Combani, de façon à offrir la meilleure solution d'approvisionnement en eau brute de l'usine de potabilisation d'Ourovéni (10 000 m<sup>3</sup>/j).





## ASIE CENTRALE

### Tadjikistan - Dushanbe - 30 mai - 1<sup>er</sup> juin 2005

#### Conférence Internationale sur la coopération régionale et la gestion des bassins versants transfrontaliers

Le Gouvernement de la République du Tadjikistan a organisé, avec le soutien du PNUD, une Conférence Internationale sur la

Coopération Régionale et la Gestion des Bassins Versants Transfrontaliers, qui a eu lieu du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2005, à Dushanbe, dont les principaux objectifs étaient :

- l'établissement d'un dialogue entre les Etats d'Asie Centrale et le renforcement de la coopération régionale,
- l'organisation d'une discussion avec les participants originaires d'autres régions où existent des bassins versants transfrontaliers,
- l'élaboration de recommandations susceptibles de résoudre les problèmes de sécurité et d'utilisation rationnelle des fleuves.

La Présidente du RIOB, Mme Madeleine Jouye de Grandmaison, a présenté un exposé introductif lors de la cérémonie d'ouverture, en présence du Président de la République Tadjique et présidé la 3<sup>ème</sup> session sur "la Gestion Intégrée par Bassin Versant".

M. Jean-François Donzier, Directeur Général de l'OIEau et Secrétaire Technique Permanent du RIOB, a présidé la première session thématique relative à la "Gestion Durable des Eaux Transfrontalières".



## Asie Centrale

### Gestion participative des fleuves transfrontaliers



M. Jean-François Donzier, Directeur Général de l'OIEau et Secrétaire Technique Permanent du RIOB, s'est rendu en Ouzbékistan du 23 au 30 octobre 2005, à l'invitation du **Centre d'Information Scientifique de la Commission Internationale pour la Gestion de l'Eau en Asie Centrale (ICWC)**, afin, notamment, de lancer avec M. Viktor Dukhovny la création du Réseau Régional Russophone du RIOB et de faire le point sur les acquis du Centre d'Information à Tachkent et ses derniers travaux de modélisation, notamment pour la protection de la Mer d'Aral et une meilleure gestion du Sir Darya et de l'Amou Darya.

Il a pu visiter, accompagné de M. Oumarov, **la vallée de la Fergana** où se déroule une très intéressante réforme pour une gestion participative décentralisée et intégrée des canaux et périmètres d'irrigation par les groupements d'agriculteurs concernés.

*Commission Internationale pour la Protection de la Mer d'Aral*  
[dukh@icwc-aral.uz](mailto:dukh@icwc-aral.uz) - [www.icwc-aral.uz](http://www.icwc-aral.uz)



## Invitation !

### Nos 5 sessions officielles à Mexico

#### Samedi 18 mars 2006 :

- ➔ La gestion des bassins transfrontaliers africains (AMCOW / RAOB)  
*"63 fleuves transfrontaliers en Afrique"*
- ➔ L'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau (EURO-RIOB)  
*"29 Pays s'entendent pour atteindre un bon état écologique des bassins hydrographiques en 2015"*

- ➔ La participation des usagers et du public et la solidarité dans la gestion de bassin (RIOB)  
*"Les Comités de Bassin : Parlements locaux de l'eau"*
- ➔ La synthèse des progrès réalisés pour la gestion des bassins transfrontaliers dans le monde (RIOBT)  
*"L'eau ne connaît pas les frontières !"*

#### Mardi 21 mars 2006 :

- ➔ Développement et mise en oeuvre de Systèmes d'Information sur l'Eau (OIEau / CONAGUA)

**IV<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau - Mexico - 16 - 22 mars 2006**

### Chine

#### L'année de la France en Chine sur le thème des classes d'eau



Zhou You Hong et Chi Xinyang menant une session de sensibilisation à l'Ecole Primaire Expérimentale de Pékin

Un an jour pour jour après la visite en France de 5 spécialistes chinois sur le thème des classes d'eau, une mission d'experts français de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et de l'Office International de l'Eau, soutenue par le Ministère Français de l'Ecologie et du Développement Durable, a été organisée durant la semaine de l'eau, du 20 au 26 mars 2005 à Pékin.

Ce fut l'occasion de mesurer que la sensibilisation du public à la préservation des ressources en eau était en marche dans l'Empire du Milieu, avec des pratiques péri-scolaires très intéressantes, telles que des concours de projets ouverts aux lycéens

ou des modules de sensibilisation après la classe, ou encore l'organisation de forums sur l'eau permettant aux officiels de faire ressortir sans complaisance les problèmes que doit affronter le pays.

Une adaptation du travail réalisé en France par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie dans son programme de classes d'eau, avec des "carnets de bord de l'eau" pour tous les niveaux scolaires, a particulièrement attiré l'attention de nos interlocuteurs chinois qui souhaiteraient développer une coopération sur ce thème.



### Inde

#### Vers la création d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau - CFME

##### Le contexte

Un Groupe de Travail franco-indien a été créé, sous l'égide du Ministère Français de l'Equipement et Ministère Indien du Développement Urbain (MUD), afin de cerner les actions de coopération qui pourraient contribuer efficacement à la réduction des difficultés des services publics indiens de l'eau et de l'assainissement.

**Le domaine de la formation professionnelle apparaît comme une des clés d'amélioration des services publics en Inde.**

L'Office International de l'Eau (OIEau) et le "Central Public Health & Environmental Engineering Organization" (CPHEEO) ont ainsi été chargés de réaliser une étude de faisabilité pour la création d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME).

##### Un projet nécessaire

L'enquête sur les besoins de formation réalisée en 2004, auprès de plusieurs grandes villes indiennes de plus de 1 million d'habitants (Delhi, Bangalore, Mumbai, Chenay), démontre **un besoin de formation de près de 20.000 personnes par an.**

Ondeo et Veolia expriment aussi d'importants besoins en formation pour leurs personnels indiens.

En 2005, l'OIEau a défini les critères pour la réalisation de ce Centre de Formation (CFME), dont l'implantation est prévue à Ghaziabad (25 km de Delhi, Etat de l'Uttar Pradesh), au sein du "Central Public Works Department" (CPWD), qui dispose, sur 14 hectares, d'un magnifique campus, d'un bâtiment et d'une résidence pour stagiaires, faciles à adapter pour des formations aux métiers de l'eau.

L'OIEau a présenté à l'ensemble des responsables du MUD les lignes directrices de ce projet portant sur :

- ◆ un "schéma directeur" de la formation professionnelle pour le secteur de l'eau en Inde,
- ◆ une analyse économique démontrant la viabilité économique du Centre et un coût des formations compatible avec les conditions économiques indiennes,
- ◆ l'organigramme d'une équipe d'encadrement du CFME, permettant une capacité de formation de 10.000 personnes par an à +10 ans.
- ◆ la description des infrastructures et équipements pédagogiques nécessaires.



### Cambodge

#### De l'eau 12 mois sur 12

La Banque Asiatique de Développement et l'Agence Française de Développement ont confié après appel d'offre au BCEOM, en partenariat avec l'OIEau, une étude de l'irrigation dans le Nord-Ouest du pays, le "North West Irrigation Sector Project (NWISP)", qui comporte l'approche d'une politique nationale de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Cambodge.

Le Cambodge n'a pas de tradition d'irrigation pendant la saison sèche et une agriculture de crue s'y est développée, grâce au débordement du Lac Tonlé Sap regonflé à chaque mousson par la crue du Mékong.

Mais le "NWISP" a pour ambition d'instaurer une gestion participative intégrée des réseaux.

Il s'agit de créer ou de réhabiliter les réseaux d'irrigation et aussi d'organiser plusieurs milliers d'hectares d'irrigation pérenne à contre-saison.

L'OIEau a proposé de créer l'embryon de futurs "Comités de Bassin", sur quelques périmètres hydrographiques pilotes des affluents du Lac Tonlé, qui réuniraient les responsables des Ministères chargés de la ressource en eau, de l'agriculture, et du développement rural, et serait le "noyau d'une concertation des multiples usagers de l'eau", dans le cadre du vaste processus de décentralisation en cours au Cambodge.



### Commission du Mékong

#### La gestion des ressources en eau dans le Bassin du Mékong



Pour son 10<sup>ème</sup> anniversaire, la Commission du Mékong (MRC) a organisé, les 29 et 30 novembre derniers à Chiang Rai (Thaïlande), un **Colloque International sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le Bassin Versant du Mékong**.

Sur près de 4 800 km, le Mékong est le fleuve le plus long d'Asie du Sud-Est. Il traverse la Chine, la Birmanie (Myanmar), le Laos, la Thaïlande, le Cambodge, le Vietnam. Son Bassin Versant couvre une superficie de 795 000 km<sup>2</sup> ; les populations qui vivent sur ses rives figurent parmi les plus pauvres du monde.

Comment atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement et réduire le niveau de pauvreté dans le Bassin du Mékong ?

Cela passe notamment par **une coopération régionale pour gérer les ressources en eau à l'échelle du Bassin** : le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam ont signé, le 5 avril 1995, un accord sur la Coopération pour le Développement Durable du Bassin du Mékong et ont créé **la Commission du Bassin du Mékong (MRC)** à cette occasion.

Le colloque de Chiang Rai était organisé, dix ans après, autour des questions suivantes :

- quels sont les besoins de développement dans le Bassin du Mékong ?
- comment parvenir à une coopération efficace pour une gestion durable des ressources en eau ?
- comment la Gestion Intégrée des Ressources en Eau peut-elle être mise en oeuvre à l'échelle du bassin versant ?
- comment assurer le développement sans porter atteinte à l'intégrité environnementale ?
- comment développer à tous les niveaux les compétences nécessaires de tous les acteurs ?

Plus d'une centaine d'experts sont venus du monde entier pour participer à ce Colloque.

M. Jean-François DONZIER, Directeur Général de l'OIEau et Secrétaire Technique Permanent du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) a été invité par la "MRC" à venir présenter **le Programme Associé "RIOB-GWP" pour "la création et le renforcement des Organismes de Bassin dans le monde"** et les résultats obtenus, notamment dans le cadre de **TWINBASIN** et d'autres projets en cours soutenus par l'UE.



### Sri Lanka

#### Un an après le Tsunami

L'OIEau était intervenu en 2003 au Sri Lanka, à la demande de la Banque Mondiale, pour proposer, dans le cadre de l'élaboration du projet de loi sur l'eau actuellement déposé sur le bureau du Parlement sri lankais, les principes d'une réforme de l'Autorité de la Mahaweli, qui est chargée de l'aménagement rural sur environ la moitié du territoire.

Le projet de loi prévoit ainsi la création d'Organismes de Bassin sur des périmètres rationnels et la mise en place de redevances de prélèvement et de pollution.

Malheureusement, la côte Est et le Sud du Sri Lanka ont fortement souffert du tsunami de décembre 2004.

La Société du Canal de Provence (SCP) et la Société des Eaux de Marseille sont intervenues dans la région du port de Trincomalee, avec l'aide de l'Agence Rhône Méditerranée & Corse (AE-RM&C) et de la Région PACA, pour la réhabilitation de puits, le rétablissement des réseaux et la reconstruction de bâtiments publics dévastés.

Une mission conjointe de SCP, de l'AE-RM&C et de l'OIEau s'est rendue sur place en 2005 pour évaluer les résultats et envisager un prolongement de l'action dans le secteur de Trincomalee.

Le choix des futurs projets est guidé par le souci :

- ❶ de tirer parti de l'expérience des trois organismes SCP/AE RM&C/OIEau,
- ❷ d'apporter une réponse tangible aux problèmes immédiats à résoudre,
- ❸ d'intervenir de façon durable dans des programmes soutenus par l'Aide Française au Développement.

La mission a été aussi l'occasion de contacts avec le **"National Water Supply and Drainage Board of Sri Lanka" (NWSDB)**, qui possède un Centre de Formation interne situé à Colombo, qui comprend 3 salles de cours, un hall de 60 places, 2 ateliers pour les travaux pratiques et 10 formateurs et avec lequel une coopération pérenne pourrait être envisagée.

Forum Mondial de l'Eau  
 Mexico - 18 mars 2006  
 Session RIOBT :  
 "Gestion des Bassins Transfrontaliers"

## LES AMÉRIQUES

### Premier Sommet Binational du Rio Grande / Rio Bravo

McAllen (Texas) - Reynosa (Mexique) - 17 - 18 novembre 2005



Les 17 et 18 novembre 2005 s'est tenu à Reynosa et McAllen, le Premier Sommet Binational du Rio Grande / Rio Bravo, dans le cadre de la **Commission Internationale Mexique / USA des Limites et des Eaux (CILA)**.

Cette réunion, placée sous la co-Présidence des deux Commissaires MM. Arturo Herrera Solís (Mexique) et Carlos Marin (USA) a été suivie par près de 300 participants, représentant les diverses Organisations intervenant dans le secteur de l'eau de part et d'autre de la frontière et visait à enrichir les travaux de la Commission Internationale en mettant en évidence les questions concrètes qui se posent sur le terrain.

Le Sommet s'est organisé autour de 4 thèmes aussi variés que :

- le cadre juridique et institutionnel,
- la gestion binationale du Bassin,
- l'environnement et la qualité de l'eau,
- le financement.

M. Jean-François Donzier, Directeur Général de l'Office International de l'Eau et Secrétaire Technique Permanent du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), a été invité à présenter la conférence magistrale de la session inaugurale plénière, sur le thème de l'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau.

## Brésil

### Comment organiser la Formation aux Métiers de l'Eau ?

Dès 2002, l'Office International de l'Eau a engagé une collaboration avec l'Université de Brasilia (UNB), avec le soutien des Autorités brésiliennes chargées de l'eau - le Secrétariat des Ressources Hydriques (SRH) du Ministère de l'Environnement, ainsi que l'Agence Nationale de l'Eau (ANA) - en partenariat avec l'Ambassade de France à Brasilia, pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'un **système de Formation professionnelle aux Métiers de l'Eau au Brésil**.

Une analyse détaillée des secteurs de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement a été réalisée, notamment à partir d'éléments du SNIS (Système National d'Infor-

mation sur l'Eau et l'Assainissement - Sistema Nacional de Informações sobre Saneamento). Globalement, en incluant les personnels directs et indirects travaillant dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement, on peut estimer que l'effectif concerné par la formation aux métiers de l'eau se situe à près de 200.000 travailleurs brésiliens.

L'investissement lié à un projet à la formation est bien modeste, pour un bénéfice potentiellement très intéressant, au regard des 50 milliards d'Euros sur 20 ans nécessaires à la modernisation des services d'eau et d'assainissement au Brésil.

Plusieurs réunions interministérielles ont été organisées au cours de ces derniers mois à Brasilia, sous la tutelle du Ministère des Villes et du PMSS (Programme de Modernisation du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement), visant la promotion d'un large partenariat avec les différents acteurs du secteur, afin de traiter rapidement cette question de la formation pratique et technique.

Quelque soit la solution organisationnelle retenue, il faudra travailler en réseau pour assurer une couverture géographique suffisante, susceptible de répondre aux besoins.



## Invitation !

### Nos 5 sessions officielles à Mexico

#### Samedi 18 mars 2006 :

- ➔ La gestion des bassins transfrontaliers africains (AMCOW / RAOB)  
*"63 fleuves transfrontaliers en Afrique"*
- ➔ L'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau (EURO-RIOB)  
*"29 Pays s'entendent pour atteindre un bon état écologique des bassins hydrographiques en 2015"*

- ➔ La participation des usagers et du public et la solidarité dans la gestion de bassin (RIOB)  
*"Les Comités de Bassin : Parlements locaux de l'eau"*
- ➔ La synthèse des progrès réalisés pour la gestion des bassins transfrontaliers dans le monde (RIOBT)  
*"L'eau ne connaît pas les frontières !"*

#### Mardi 21 mars 2006 :

- ➔ Développement et mise en oeuvre de Systèmes d'Information sur l'Eau (OIEau / CONAGUA)

**IV<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau - Mexico - 16 - 22 mars 2006**

### Mexique - "SINA" - "SIRA"

#### Création du Système National (SINA) et des Systèmes Régionaux d'Information sur l'Eau (SIRA)

##### Rappel du contexte ...

Dès la fin des années 90, les "Conseils de Bassin", créés au Mexique dans une logique de décentralisation de la gestion des ressources en eau, ont très vite ressenti le besoin d'accéder à l'information leur permettant de prendre les décisions appropriées.

Afin de répondre à cette attente, la **CONAGUA (Commission Nationale de l'Eau)** a alors programmé la création de centres pilotes d'information : les "**CICA (Centros de Información y Consulta sobre el Agua)**".

La **CONAGUA** a souhaité tirer profit de l'expérience française dans le domaine de la gestion des données et des informations sur l'eau et l'Office International de l'Eau et les Agences françaises de l'Eau lui ont apporté un appui organisationnel et technique, cofinancé par le Ministère Français des Affaires Étrangères depuis 2001.

Dés 2003, diverses recommandations ont commencé à être approuvées et suivies d'effets :

- ◆ la préparation par la **CONAGUA** et l'**INEGI** (Institut des Statistiques et de la Cartographie), le **SEMARNAT** (Secrétariat en charge de l'Environnement) et l'**IMTA** (Institut Mexicain des Technologies de l'Eau), de protocoles d'échange d'informations au niveau national ;
- ◆ l'adoption par les Comités de Bassin de la Péninsule du Yucatan et de la Vallée de Mexico du lancement des deux premiers "CICA" pilotes, avec un fort soutien des États concernés ;
- ◆ le voyage d'étude en France de représentants de la **CONAGUA**, de l'**INEGI**, de la **SEMARNAT**, de l'**IMTA** et du Gouvernement du Quintana-Roo, pour une analyse des modalités adoptées pour la gestion des données et des résultats obtenus.



##### Évolution et nouvelles orientations ...

La loi sur l'eau mexicaine du 29 avril 2004, modifie sensiblement l'organisation au niveau des bassins et elle prévoit :

- la création d'**Organismes de Bassin autonomes** qui seront, entre autres, chargés de :
  - formuler et proposer le Plan Hydraulique de leur bassin ;
  - opérer le système financier du bassin ;
  - Attribuer les concessions d'exploitation des ouvrages et des ressources en eau ;
  - préserver la qualité de l'eau et promouvoir son usage efficace et durable en coordination avec les États et les Conseils de Bassin, ...
- une redéfinition du rôle des "**Conseils de Bassin**" qui deviennent désormais les organes consultatifs des Organismes de Bassin.

En ce qui concerne les systèmes d'information, la loi :

- rappelle les principes généraux de libre accès à l'information sur l'eau ;
- confie à la **CONAGUA** et aux Organismes de Bassin le rôle de diffuser cette information ;

- prévoit que "**la planification et la programmation nationale des ressources en eau se feront sur la base d'un Système National (SINA), et de Systèmes Régionaux d'Information sur l'Eau (SIRA) qui seront appuyés par la Commission et les Organismes de Bassin.**"

A partir de 2005, le "**projet**" SINA/SIRA est passé à une phase de mise en œuvre, avec un appui de l'OIEau, dans le cadre de la coopération franco-mexicaine.

Un Groupe Thématique de l'Eau a été officiellement créé entre la **CONAGUA**, le **SEMARNAT** et l'**INEGI**.

7 premiers sous-groupes thématiques ont été créés pour définir le futur langage commun d'échange de données du Mexique : "Contexte administratif et institutionnel", "Eaux superficielles", "Eaux souterraines", "Qualité des eaux", "Climatologie/météorologie", "Hydraulique urbaine" et "hydraulique agricole".

La Gérance de planification de la **CONAGUA** assure l'information, l'animation et la coordination des groupes thématiques et prépare pour 2006 le site Web du SINA, le référentiel de caractérisation des principales ressources en eau du Mexique et un catalogue des acteurs mexicains de l'eau.

### Le "SINA" et les "SIRA" au Mexique

**La Commission Nationale de l'Eau :**

- Permet une cohérence au niveau national,
- Définit les directives de politique,
- S'occupe des stratégies inter-bassin et de la sécurité nationale.

**Les Organismes de Bassin :**

- Élaborent le plan de bassin,
- Gèrent les eaux nationales dans le bassin,
- Coordonnent la gestion intégrée,
- Harmonisent les actions ponctuelles,
- Facilitent et donnent un appui à la participation de la société par le biais de l'Assemblée et du Conseil de Bassin.

[www.conagua.gob.mx](http://www.conagua.gob.mx)

Forum Mondial de l'Eau  
 Mexico - 21 mars 2006  
 Session CONAGUA / OIEau :  
 16:30 - 18:30  
 "Les Systèmes d'Information sur l'Eau"

# "EURO-RIOB" 2005

## L'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau

Forum Mondial de l'Eau  
Mexico - 18 mars 2006  
11:00 - 13:00  
Session EURO-RIOB :  
"La Directive-Cadre Européenne sur l'Eau"

Plus de 175 représentants des Administrations Gouvernementales, des Organismes de Bassin ou des Autorités de Districts, venant de 36 Pays, se sont réunis à Namur - Wallonie en Belgique, du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2005, à l'invitation de la Région Wallonne et du Groupe des Organismes de Bassin Européens pour la mise en application de la DCE (EURO-RIOB).

"EURO-RIOB" est membre du Groupe de Coordination de la Stratégie Commune (CIS) du processus de mise en œuvre de la DCE.

Ses travaux visent à enrichir la Stratégie Commune (CIS), en présentant les différentes approches, les résultats ou expériences opérationnelles sur le terrain.

La mise en application de la **Directive-Cadre Européenne sur l'Eau (DCE)** dans les 25 pays de l'Union Européenne, ainsi que dans les Pays candidats à l'adhésion, apparaît comme un fait majeur pour la diffusion des principes de bonne gouvernance préconisés par le RIOB, qui en fait un thème prioritaire pour la mobilisation de ses membres.

**51 communications ont été présentées durant la réunion de Namur.**

### Déroulement des travaux

Deux thèmes principaux ont été abordés, en Assemblée Plénière :



[www.riob.org](http://www.riob.org)

### 1 les Bassins Transfrontaliers et les Districts Hydrographiques Internationaux :

Les délégués ont proposé :

- de renforcer l'action des structures internationales existantes (commissions internationales, coopération bilatérale, ...),
- de soutenir la création de nouvelles Commissions Internationales et de renforcer la coopération pour les bassins partagés avec les pays voisins de l'UE.
- de privilégier une démarche ascendante à partir des travaux des différents pays, pour élaborer les plans de gestion des Districts Internationaux et leurs programmes de mesures,
- de mettre en cohérence les systèmes de suivi et d'évaluation, d'harmonisation des données et des Systèmes d'Information Géographique, à l'échelle de l'ensemble des bassins,
- d'assurer la compatibilité des SIG développés avec le système de rapportage européen WISE et la comparabilité des résultats des programmes nationaux de monitoring prévus pour 2007.

### 2 la consultation du public pour l'application de la Directive-Cadre :

Il semble que des approches originales s'appuyant sur des animations locales, l'utilisation de supports locaux de communication, le relais des collectivités, pouvoirs locaux et les ONG, soient plus efficaces pour mobiliser les citoyens que le recours aux grands média de diffusion dont le coût est élevé pour un retour décevant. Les structures participatives existantes dans les Etats-Membres (Comité de rivière, Commission Locale de l'Eau, Contrats de rivière, ...), sont le support idéal pour développer la participation du public sur leur territoire.

La consultation va nécessiter le recours à des spécialistes de la communication, afin de tendre à une efficacité maximale et une meilleure interactivité participative. Il est nécessaire d'adopter un langage adapté aux publics cibles en évitant une expression trop technique ou bureaucratique inaccessible au plus grand nombre de citoyens.

MM. Jean-Marie WAUTHIER et Mieczyslaw OSTOJSKI



L'attention a été également appelée sur le coût de ces consultations et la nécessité de prévoir des budgets importants pour se conformer aux nouvelles obligations dans ce domaine.

### Il ne faut pas rater le principal rendez-vous de 2007 !

D'autres recommandations ont été formulées concernant la compatibilité entre la Politique Agricole Commune et les directives environnementales, la solidarité "amont - aval", l'interface entre la Directive-Cadre et la navigation, la production énergétique, la prévention et la protection contre les inondations et les sécheresses, la continuité des cours d'eau pour la circulation des espèces piscicoles, le dépistage précoce des espèces aquatiques envahissantes, les plans de sous-bassins et les spécificités des espaces insulaires.

**La prochaine réunion d'"EURO-RIOB" sera organisée à Megève en Haute-Savoie du 20 au 22 septembre 2006.**

Les Organismes participant ont réaffirmé leur souhait de continuer d'échanger leurs expériences au travers aussi :

- d'accords de jumelage entre Organismes de Bassin de différents pays, dans le cadre du projet "TWINBASIN",
- de programmes de formation pour les responsables et personnels des Organismes de Bassin, avec le programme "WFD-LEARN".



Le Secrétariat Technique Permanent du RIOB est assuré par l'Office International de l'Eau





## EUROPE

### "EURO-RIOB" participe au 6<sup>ème</sup> "BALTIC SEA DAY"

Dès les années 70, les pays riverains de la Mer Baltique (Suède, Danemark, Allemagne, Pologne, Finlande, Russie, Estonie, Lettonie et Lituanie) ont décidé d'agir ensemble pour protéger l'environnement, notamment à travers "Helcom", la Commission d'Helsinki pour la protection de la Mer Baltique.

Depuis 2000 une Conférence Internationale est organisée chaque année à St. Petersburg pour faire le point sur les progrès accomplis. La 6<sup>ème</sup> édition du "Baltic Sea Day" a eu lieu les 22 et 23 mars 2005 à St. Petersburg. Ce forum annuel est devenu aujourd'hui l'un des principaux mécanismes permettant de développer la coopération entre les pays riverains de la Mer Baltique.

Parmi les nombreux sujets inscrits cette année au programme de la Conférence figuraient : la coopération trilatérale pour le golfe de Finlande, la stratégie de collecte des données

sur les substances dangereuses en Russie, la Stratégie Maritime Européenne et la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau.

"HELCOM" a souhaité associer le Réseau International des Organismes de Bassin aux travaux de la 6<sup>ème</sup> édition de son "Baltic Sea Day".

MM. Mieczyslaw Ostojski, Président du Groupe EURO-RIOB et Jean-François Donzier, Directeur Général de l'OIEau et Secrétaire Technique Permanent du RIOB, ainsi que Jean- Claude Vial, de la Direction française de l'Eau, sont venus présenter les activités du Réseau et particulièrement les travaux menés pour l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau.

*Helsinki Commission  
nikolay.vlasov@helcom.fi*



## RENDEZ-VOUS "EURO-RIOB" Megève - France 20 - 22 sept. 2006

Renseignements : Fax : +33 (0) 1 40 08 01 45 - E-mail : [riob2@wanadoo.fr](mailto:riob2@wanadoo.fr)

## Atelier "EURO-RIOB"

**Prévention  
des inondations  
en Europe  
Wroclaw - Pologne  
19 - 21 octobre 2005**



Les membres de l'**Euro-RIOB (Groupe des Organismes de Bassin Européens pour l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau)** se sont retrouvés du 19 au 21 octobre 2005 à Wroclaw en Pologne pour un atelier sur la prévention des inondations, organisé avec le soutien du Ministère de l'Environnement polonais.

Plusieurs sujets étaient inscrits au programme :

- **Le cadre juridique** relatif à la protection contre les inondations et son articulation avec la Directive- Cadre sur l'Eau et Natura 2000,
- **Les systèmes de prévisions** des inondations, la gestion des zones inondables, l'aménagement du territoire, la conscience collective des risques et des mesures de prévention des dommages,
- **Les actions techniques**, notamment les zones d'expansion des crues, qui peuvent être mises en oeuvre dans les bassins versants pour réduire l'ampleur des inondations.

Les travaux ont été ouverts par le Ministre polonais de l'Environnement. MM. Jean-Marie Wauthier et Mieczyslaw Ostojski, Présidents de l'EURO-RIOB, et Jean-François Donzier, Directeur Général de l'Office International de l'Eau (OIEau) et Secrétaire Technique Permanent du RIOB ont présenté les exposés introductifs de cet atelier.

### "EDEN-IW"

#### Les agents de la circulation ... des données

Offrir aux scientifiques, aux décideurs et au grand public un accès aux données environnementales adapté à leurs attentes est un besoin ressenti à tout niveau. C'est aussi un réel défi technique, tant ces données sont dispersées, hétérogènes et peu compréhensibles, à l'état brut, par les usagers.

**Le projet EDEN-IW (Environmental Data Exchange Network for Inland Water)** a été mené dans le cadre du programme IST du 5<sup>ème</sup> PCRD pour tester des technologies innovantes, afin d'**accéder simultanément à des bases de données hétérogènes de qualité des cours d'eau.**

Il s'inscrit aussi dans le cadre de la coopération entre l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE) et l'Environment Protection Agency (EPA) des Etats-Unis.

De 2002 à 2004 un prototype très complet a été réalisé et présenté avec succès, qui accède à des bases de données française, danoise, anglaise, ainsi qu'à "Waterbase" de l'AEE. Des petits logiciels répartis sur le web, appelés agents, interprètent les demandes des utilisateurs, les adressent aux bases de données pertinentes, homogénéisent les résultats et les restituent sous forme de cartes ou de graphes. Le système est multilingue et intègre l'anglais, le danois et le français.

**EDEN-IW démontre clairement la faisabilité technique de telles applications.**

EDEN-IW a associé, autour du Joint Research Centre d'Ispra, le NERI (Danemark), European Dynamics (Grèce), le CNR (Italie), l'Université Queen Mary de Londres et l'Office International de l'Eau (OIEau).

Pour en savoir plus :  
[www.eden-iw.org](http://www.eden-iw.org)



## Semaine de la Solidarité Européenne pour l'Eau

**Le RIOB et l'OIEau partenaires  
Strasbourg - France 15-21 octobre 2005**

La Semaine de la Solidarité Européenne pour l'Eau s'est tenue à Strasbourg entre le 15 et le 21 octobre derniers. Cette manifestation était pilotée par Solidarité Eau Europe et le Secrétariat International de l'Eau, avec l'appui du Conseil de l'Europe, des Autorités locales strasbourgeoises et du Conseil Mondial de l'Eau.

**Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) et l'Office International de l'Eau se sont particulièrement mobilisés pour soutenir et promouvoir cet événement dont ils étaient partenaires.**

Il s'agissait d'offrir un lieu d'échange et de dialogue aux acteurs de la gestion locale de l'eau en Europe et leur permettre de :

- ◆ formuler les recommandations européennes pour le 4<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau de Mexico ;
- ◆ intensifier des échanges et des solidarités entre les différents partenaires de la gestion de l'eau ;
- ◆ accentuer et développer en Europe des projets de terrain visant particulièrement les populations les plus démunies ;
- ◆ sensibiliser le grand public et les élus aux "réalités eau" et aux investissements (humains et financiers) requis pour sa gestion.

#### Les ateliers de travail et d'échanges sur l'eau et la Société Civile

Quatre ateliers de travail ont été organisés pendant deux jours, ils portaient sur les thèmes suivants :

- la gestion des risques liés à l'eau ;
- l'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale ;
- l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous ;
- les financements décentralisés de la gestion de l'eau dans les villes secondaires et les zones rurales d'Europe Centrale et Orientale.

La Présidente du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), Mme Madeleine Jouye de Grandmaison, a présidé l'atelier sur "l'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale".

Pour leur part, M. Jean-François Donzier, Directeur Général de l'Office International de l'Eau et Secrétaire Technique Permanent du RIOB et Mme Anne-Marie Ciurea, du Ministère de l'Environnement Roumain, ont présenté conjointement une analyse des "leçons tirées de 10 années de mise en œuvre de gestion par bassin en Europe de l'Est".



**IV<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau  
Mexico**

### Invitation

**Session RIOB  
18 mars 2006  
14:15 - 16:15**

**La participation des usagers et du public et la solidarité dans la gestion de bassin (RIOB)**

*"Les Comités de Bassin :  
Parlements locaux de l'eau"*

L'atelier sur la Directive-Cadre





## EUROPE

### Réseau Rhéna

#### Le guide sur la participation du public est arrivé !

Depuis 2002, l'OIEau est un des partenaires du "Réseau Rhéna" (programme INTERREG coordonné par **Solidarité Eau Europe**), projet transnational le long du Bassin du Rhin, dont la finalité est d'**identifier, de valoriser et de développer les bonnes pratiques en matière de participation et de sensibilisation du public dans le domaine de l'eau.**

Le Réseau Rhéna souhaite apporter aux gestionnaires territoriaux des informations juridiques, techniques et pratiques, ainsi que des illustrations, susceptibles de les aider à mettre en oeuvre une politique participative de gestion de l'eau intégrée et durable.

L'OIEau a été chargé durant l'année 2005 de réaliser un guide méthodologique "**Mieux associer pour mieux gérer vos projets : Pour une gestion participative de l'eau et des milieux aquatiques**", en collaboration étroite avec ses partenaires du réseau.

La conception de ce guide a suivi différentes étapes : elle a débuté par une recherche et une synthèse bibliographiques générales sur le concept de participation du public, la réglementation internationale et européenne dans ce domaine, les techniques et outils existants ...

Une réflexion plus approfondie a été menée sur **les exigences de la Directive-Cadre sur l'Eau en matière de participation du public**, véritables lignes directrices pour la planification des politiques de l'eau à l'échelle des grands bassins versants.

Des entretiens ont été menés avec les différents chargés de projet du Réseau Rhéna, afin de connaître leur vision de la participation du public et d'avoir un retour concret de leurs expériences dans ce domaine.

Ces interviews ont été analysés par rapport à une méthodologie de référence et ils ont été présentés sous forme de fiche descriptive pour chaque cas ; enfin, une synthèse a permis de faire ressortir des outils intéressants et des conseils pratiques, susceptibles d'aider les gestionnaires de projets à associer le public.

Plusieurs rencontres ont permis aux partenaires du Réseau Rhéna de travailler de façon participative et coopérative pour formaliser un premier retour d'expériences et valoriser des pistes utilisables par d'autres responsables de terrain engagés dans des projets de gestion de l'eau.

Le guide peut être téléchargé sur le site Internet : **www.rhinenet.net**



### "WaterStrategyMan"

Le projet "WaterStrategyMan", dont l'OIEau était un des partenaires, a été financé par l'Union Européenne (DG Recherche) et a permis de développer et d'évaluer des **stratégies alternatives pour la gestion des ressources en eau et la régulation de la demande en eau dans les zones arides du sud de l'Europe.**

Il a débuté en janvier 2002 et s'est conclu lors d'un séminaire qui s'est déroulée à Chypre du 11 au 13 mai 2005.

Le projet a comporté :

- une évaluation de la situation actuelle dans les zones arides de l'Europe du sud ;
- le développement d'une méthodologie pour évaluer différents scénarii de gestion de l'eau ;
- le développement de scénarii d'allocation des ressources en eau et de stratégies de recouvrement du prix de l'eau ;

- le recueil de protocoles pour une gestion intégrée de l'eau ;
- une assistance aux décideurs pour la mise en place d'une gestion de l'eau en zones arides intégrant des objectifs multiples (agriculture, tourisme, alimentation en eau potable, ...).

Cette démarche a été appliquée dans l'île de Paros (Grèce), le Bassin du Belice (Sicile), la région de Tel-Aviv (Israël), la région de Limassol (Chypre), le Bassin de l'Algarve (Portugal) et l'île de Tenerife (Espagne - Iles Canaries).

*L'ensemble des résultats est présenté sous forme de six livres téléchargeables depuis le site du projet :*

*<http://environ.chemeng.ntua.gr/wsm>*



### Concours pédagogique "Rivière d'Images, Fleuves de Mots"

Cette opération a été initiée par le "European Rivers Network" (ERN).

Pendant le mois de juin 2005, la péniche hollandaise "Reinwater", a remonté le Rhin de Rotterdam à Brisach (D) et sur l'île de Vogelgrun (Fr).

A chacun de ses arrêts, une équipe de la fondation "Reinwater" était là pour récolter 90 œuvres réalisées par les enfants, les exposer et proposer aux enfants des ateliers pratiques.



### "Big Jump"

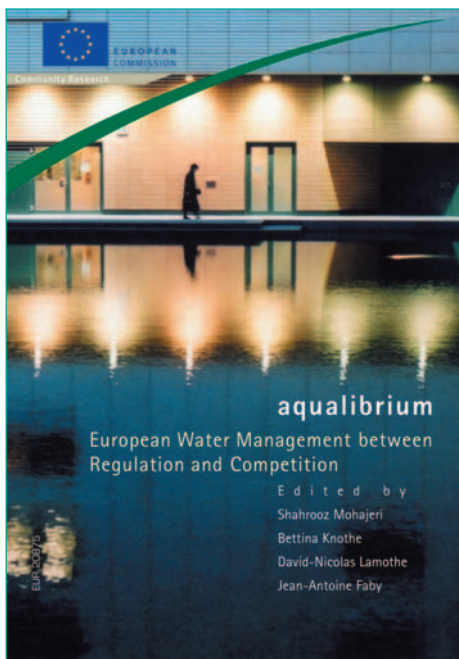
Première journée européenne de baignade en rivière



[www.rivernet.org](http://www.rivernet.org)



### "AQUALIBRIUM"



Le projet "AQUALIBRIUM" a été réalisé par un consortium constitué de Nexus (Allemagne), l'Université d'Alcala (Espagne) et l'Office International de l'eau, au titre du 5<sup>ème</sup> Programme-Cadre de Recherche Communautaire, afin de dresser un état des lieux des cadres juridiques et des débats en cours sur le rôle des opérateurs privés, dans **14 contextes nationaux différents** de gestion des services d'eau.

Les résultats de l'étude ont été édités sous forme d'un livre, dont les chapitres sont accessibles en ligne sur site de l'Oieau :

[www.oieau.org](http://www.oieau.org)

**Les principales conclusions sont les suivantes :**

#### Les formes de participation du secteur privé

Dans la plupart des pays, l'organisation des services collectifs des eaux relève, sauf en Angleterre et au Pays de Galles, des "**collectivités locales**", **municipalités** ou collectivités de niveau institutionnel équivalent.

On rencontre tous types de solutions juridiques pour la gestion des services d'eau, allant d'une gestion exclusivement publique à une privatisation totale, en passant par différents degrés de participation du secteur privé (sous-traitance, délégation, etc.). **Les collectivités en charge des services ont généralement la liberté de choix du mode d'organisation.**

La participation du secteur privé dans la gestion des services d'eau potable et d'assainissement, courante dans plusieurs Pays, comme la France, demeure très largement minoritaire à l'échelle européenne et internationale.

Les formes de participation du secteur privé dans la gestion des services d'eau se regroupent en trois grandes catégories :

❶ **La sous-traitance**, externalisation de certaines tâches sur la base d'un contrat, pour la fourniture de biens ou de services. Elle est surtout développée en Scandinavie.

❷ **Les partenariats public-privé (PPP)**, qui supposent une relation mutuellement équilibrée entre partenaires.

On peut distinguer deux schémas majoritaires de PPP avec, d'une part, **les sociétés à capital mixte**, créées sur leur territoire par les collectivités qui sont actionnaires majoritaires, avec un ou plusieurs opérateurs privés (plus développée en milieu urbain et en Espagne et en Europe du Nord), et, d'autre part, **les contrats de délégation**, signés entre les collectivités et des opérateurs privés, en Europe selon deux catégories principales :

- **une délégation portant seulement sur l'exploitation du service,**
- **une délégation qui intègre à la fois la réalisation des infrastructures et l'exploitation du service** (contrats de la famille de la concession ou du BOT).

❸ **La privatisation complète**, qui désigne les cas de cession totale au secteur privé de la propriété des services d'eau et de leurs infrastructures (l'Angleterre et le Pays de Galles en sont les seuls exemples).

"Aqualibrium" livre une comparaison des différentes situations rencontrées, dans les 14 pays, dans des tableaux mettant en exergue les cadres juridiques et le positionnement possible des opérateurs privés pays par pays.

#### Les débats en cours

Ces dernières années, diverses formes de participation du secteur privé se sont développées, ce qui a donné lieu à des débats parfois vifs autour de la nature particulière de cette activité, qui vise la satisfaction d'un besoin vital et essentiel.

Les thèmes récurrents, partout en Europe, portent sur le bien-fondé de l'implication d'opérateurs privés dans cette activité, sur la réalisation de profits à cette occasion et sur leur transfert éventuel vers d'autres secteurs économiques, sur la légitimité de l'intervention d'opérateurs étrangers, sur les modalités de fixation du prix de l'eau, etc.

Ces débats ont évolué vers des discussions plus larges sur la gestion des services d'eau en général :

#### ◆ La régulation et le contrôle :

Des dispositions générales doivent être mises en œuvre pour organiser la régulation de l'ensemble des services d'eau, qu'ils soient publics ou privés.

#### ◆ La performance et la qualité des services :

Il est nécessaire d'évaluer la performance des opérateurs publics et privés et la qualité du service rendu aux usagers.

#### ◆ Le prix et le financement des services :

Les besoins d'infrastructures sont considérables et doivent être satisfaits dans un contexte très contraignant d'équilibre budgétaire des services, tout en maintenant un tarif "acceptable" pour la population.

#### ◆ Une plus grande transparence :

Elle implique une séparation juridique entre le prestataire de service, qu'il soit public ou privé, et la collectivité organisatrice dans un cadre strictement régulé.

✓

[www.oieau.org](http://www.oieau.org)

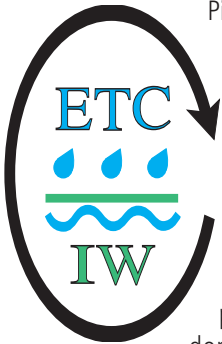
**Le monde de l'eau sur Internet**



**3.000.000 de visiteurs en 2005 !**

## EUROPE

### Une base de données européennes sur les émissions dans l'eau



Pilote de la tâche "émissions vers l'eau", pour le compte du **Centre Thématique Eaux de l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE)**, l'Office International de l'Eau a poursuivi la collecte de données auprès des Bassins et des Etats-Membres volontaires de l'Union Européenne.

L'OIEau a modernisé **l'outil de stockage des données d'émissions**, pour le porter sur Internet. Ce site, interne au CTE, utilise les techniques les plus modernes de cartographie, permettant de créer soi-même sa propre carte et d'accéder aux données. En parallèle, la nécessité de pouvoir estimer les émissions des sources non répertoriées, et plus largement toutes les sources peu renseignées, nous a conduit à développer **une table des facteurs d'émissions**, associés à leur grandeurs caractéristiques et à la bibliographie correspondante. Enfin, l'OIEau a contribué à une étude prospective des **évolutions de l'assainissement en Europe à l'horizon 2020**.

Parmi les autres tâches confiées par le CTE, l'OIEau tient à jour les fiches eau de la **base "Reporting Obligations Database - ROD"**. Cette base de l'AEE rassemble l'ensemble des obligations de rapportage européen et international découlant des engagements des Etats-Membres. Les éléments sont disponibles sous forme de fiches synthétiques, donnant notamment accès aux textes des Directives, aux guides et formats de collecte, aux échéances et aux informations utiles. Cet outil est utilisé par l'AEE pour alerter de l'approche d'une échéance tous les responsables nationaux du rapportage. ✓

### "WFD-Community"

#### Une université virtuelle de l'eau

Le projet consiste à élaborer **un programme de formation continue** et d'éducation pour des professionnels de l'eau, basé sur la collaboration entre pairs, travaillant ensemble sur **l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE) au travers d'une Communauté d'Apprentissage de Professionnels**.

Le partenariat est composé de l'Office International de l'Eau (France), Apele Romane (Roumanie), l'université de Bucarest (Roumanie), la Fondation de l'Eau de Gdansk (Pologne), Hydrocontrol (Italie) et du Réseau International des Organismes de Bassin.

Le projet durera 36 mois (jusqu'à mi-2006), et son budget (380.000 Euros) est financé à 75 % par **le programme européen Leonardo da Vinci**, et à 25 % par les membres du consortium.

Le capital des connaissances requis pour l'application de la DCE a été décrit par le partenariat et a permis d'identifier 6 modules en plus de l'introduction à la DCE européenne :

- **M1 : Bon état écologique en 2015,**
- **M2 : Etat des lieux, pressions et impacts,**
- **M3 : Monitoring,**
- **M4 : Plan de gestion de bassin et programmes de mesures,**

- **M5 : Participation du public,**
- **M6 : Analyse économique.**

#### La phase pilote :

- Le module du thème M1, sur le bon état écologique, est prêt et a été testé sur 20 participants dans une session de démonstration (4 Français, 12 Roumains, 3 Polonais et 1 Italien), dans **5 équipes de travail, chacune travaillant dans sa propre langue et en anglais pour les échanges entre équipes**.

Ce premier test a été évalué par un conseiller extérieur et analysé par les partenaires lors d'un Comité de Coordination, début juillet 2005 à Gdansk en Pologne.

Des améliorations ont été apportées au cours d'un deuxième essai, de septembre à novembre 2005.

- Le module du thème M2, sur l'état des lieux, pressions et impacts, a été présenté par le formateur avec les étudiants et les tuteurs lors d'une conférence web le 8 septembre 2005.

Les 10, 17 et 24 novembre 2005, il a été présenté à un groupe fait de professionnels de l'eau.

Le résultat de ces travaux va être diffusé aux membres du RIOB pour obtenir un retour de professionnels.

Le dernier Comité de Coordination du projet "WFD-Community" s'est tenu à Rome, Italie, les 12 et 13 décembre 2005.

Tout ce processus est disponible sur le site Internet du projet :

[www.mayeticvillage.com/wfd-community](http://www.mayeticvillage.com/wfd-community)

### Invitation

**Conférence Megève II  
20 - 22 Septembre 2006**

**"La Directive-Cadre  
et les masses d'eau  
de montagne"**

avec **EURO-RIOB**



EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE  
Pologne

Soutien à la mise en œuvre  
de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau

Forum Mondial de l'Eau  
Mexico - 18 mars 2006  
11:00 - 13:00  
Session EURO-RIOB :  
"La Directive-Cadre Européenne sur l'Eau"

Un jumelage PHARE, sur la mise en œuvre de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE), a débuté en septembre 2004, pour une durée de 2 ans, entre le Ministère français de l'Ecologie et son homologue polonais.

L'OIEau est l'opérateur de ce projet.

L'objectif de ce jumelage est d'apporter un appui notamment sur les aspects suivants :

- ◆ **préparation des plans de gestion des districts hydrographiques et des programmes de mesures ;**
- ◆ **mise en œuvre du principe de recouvrement des coûts ;**
- ◆ **participation du public,** au cours du processus d'élaboration des plans de gestion ;
- ◆ **coopération internationale au sein des Districts Hydrographiques Internationaux.**

Un conseiller français résidant à titre permanent au Ministère de l'Environnement polonais, coordonne la mise en œuvre du projet et apporte un conseil basé sur son expérience.

Le jumelage intègre également **la participation de nombreux experts français**, issus des institutions ou organismes impliqués dans la mise en œuvre de la DCE en France, tels que le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, les Agences de l'Eau (Seine-Normandie, Adour-Garonne, Rhin-Meuse, Artois-Picardie), les Directions Régionales de l'Environnement (DIREN), le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), et l'Office International de l'Eau ... qui travaillent conjointement avec leurs homologues polonais pour améliorer les conditions de mise en application de la DCE en Pologne.

Outre les experts permanents de l'OIEau, les missions sont effectuées par les responsables des différentes composantes de la convention de jumelage : Pierre Strosser et Thierry Davy pour l'analyse économique, Eric Muller et Marie-Claire Domont pour les plans de gestion, Jean-Pierre Rideau et Arnaud Courtecuisse pour le recouvrement des coûts, René Lalement pour la gestion des données sur l'eau, Stéphanie Croguennec et Julien Martinez pour la consul-

tation du public, Jacques Sironneau pour les aspects législatifs, Denis Besozzi et André Wulf pour les bassins internationaux, José Smitz sur l'utilisation du modèle Pégase.

En Pologne, le projet est piloté par le Département des Ressources en Eau du Ministère de l'Environnement, sous l'autorité de Mieczyslaw OSTOJSKI, Bernadetta CZERSKA et Monika MORDARSKA, qui assurent la coordination des activités.

Le projet mobilise également, en Pologne, les Agences Régionales de Gestion des Eaux (RZGW), l'Institut de Météorologie et de Gestion des Eaux (IMGW), le Bureau de Gestion des Eaux (BGW).

Des séminaires, assurés par Martial Grandmougin et Dominique Frechin, ont été organisés dans quatre régions pour présenter l'expérience française de mise en œuvre de la DCE et l'évolution des SDAGE et des SAGE.

**L'accent a été mis au premier semestre 2005 sur le bassin pilote de la Haute Vistule. (Voir encadré)**



Le bassin pilote de la Haute-Vistule



L'objectif du bassin pilote est de tester des méthodes et outils utilisables aux différentes étapes de mise en œuvre de la DCE en Pologne.

**Volet 1 : l'état des lieux, les masses d'eau fortement modifiées, les analyses économiques :** analyse détaillée des pressions, test du modèle Pégase, analyse économique des usages de l'eau, développement de scénarii tendanciels à l'échéance 2015, analyse du risque de non atteinte du bon état, identification des questions principales de gestion de l'eau dans le bassin.

**Volet 2 : élaboration du programme de mesures, analyse coût-efficacité :** identification des principales mesures utilisées en Pologne avec une indication des coûts correspondants.

**Volet 3 : information et consultation du public :** test d'information et de consultation du public, création d'un comité informel de la gestion de l'eau dans le bassin pilote.

**Volet 4 : évaluation des coûts environnementaux et de la ressource, coûts disproportionnés, dérogations.**

Les premiers résultats des travaux ont été présentés lors d'un séminaire organisé à Gliwice début juillet 2005 et de 4 sessions de formation organisées en septembre et octobre à Gdansk, Varsovie, Szczecin et Wrocław.

Des guides d'application ont été élaborés.

Le bassin pilote

Le bassin pilote choisi correspond à l'amont du bassin de la Vistule, depuis la source jusqu'à la confluence de la rivière Raba ; il a une superficie de 10.000 km<sup>2</sup> et abrite environ 4,3 millions d'habitants. Le bassin pilote est sur le territoire de deux **Offices Régionaux de la Gestion des Eaux (RZGW), Gliwice et Cracovie.**

Il se caractérise par une répartition irrégulière des ressources en eau.

Un degré d'urbanisation élevé, une grande concentration industrielle, une salinité importante des eaux de la Vistule, ainsi qu'un bas niveau des eaux souterraines contribuent à augmenter les coûts d'approvisionnement en eau de la population.





## EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE Pologne

### Appui à l'organisation de la gestion des données

Le groupement (ARCADIS/BCEOM/PROEKO) en charge du projet Phare "Assistance technique à la mise en oeuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau en Pologne", qui s'est déroulé entre janvier et septembre 2005, a fait appel à l'expertise de l'Office International de l'Eau en matière d'administration des données sur l'eau.

En Pologne, comme dans beaucoup de pays, la production des données est largement répartie entre divers acteurs institutionnels (IMGW, GIOS, WIOS, PIG, RZGW,...) et de multiples systèmes d'information utilisent ces diverses sources de données (ArcWFD, AKOINFORNET, Water Cadastre, WISE, ...).

Afin de permettre l'organisation d'un système d'information distribué, dans le domaine de l'eau en Pologne, les experts de l'OIEau ont été amenés à :

- présenter des recommandations permettant de **renforcer les capacités d'échanges de données entre les acteurs polonais du secteur**, tout en respectant leurs responsabilités et leurs domaines d'action ;
- **développer un prototype d'application informatique**, visant à démontrer la faisabilité technique des scénarii envisagés allant jusqu'à la mise en oeuvre de procédures d'échange modernes, basées

sur l'organisation d'une **interopérabilité sémantique** (langage commun) et d'une **interopérabilité technique** (fichiers d'échanges structurés, ...).

Deux exemples concrets démontrent la faisabilité technique de ce dernier scénario :

- **le premier**, sur les données d'infrastructures hydrauliques issues d'un fichier Excel géré par une RZGW ;
- **le second**, sur une base de données de la qualité des eaux de surface (JAWO database) à travers l'utilisation d'un langage commun et la mise en oeuvre de fichiers d'échange XML structurés.

### La Fondation de l'Eau de Gdansk a fêté ses 10 ans



Gdańska Fundacja Wody

L'événement s'est déroulé le 16 Mai à l'Hotel de Ville de Gdansk, sous la présidence du Voivode de Poméranie, en présence du

Président de la Région Limousin, accompagné d'une importante délégation, et de l'OIEau, qui représentaient les membres fondateurs français.

Des représentants de la Région de Moyenne-Franconie (Allemagne) et de la Région de Kalouga (Russie) ont également participé à cette manifestation.

La Fondation de l'Eau de Gdansk (GFW) est une fondation de droit polonais créée en mai 1995, dans le cadre d'un projet de coopération conduit par l'OIEau et réunissant les Autorités polonaises (Ministère de l'Environnement, Voïvodie et Ville de Gdansk, Fonds

Régional de la Protection de l'Environnement) et françaises (Ministères des Affaires Etrangères et de l'Environnement, Agence de l'Eau Artois-Picardie, Régions Limousin et Nord-Pas de Calais) et la Coopération danoise, avec un financement complémentaire de la Commission européenne, dans le cadre du programme **Life Baltique**.

**Avec une équipe d'une douzaine de personnes, sous la direction de Zbigniew Sobocinski, la Fondation a réalisé en 2005 plus de 70 stages et séminaires, pour un public de près de 1600 professionnels du secteur de l'eau, provenant de l'ensemble de la Pologne.** ✓



## Invitation !

### Nos 5 sessions officielles à Mexico

#### Samedi 18 mars 2006 :

- ➔ La gestion des bassins transfrontaliers africains (AMCOW / RAOB)  
*"63 fleuves transfrontaliers en Afrique"*
- ➔ L'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau (EURO-RIOB)  
*"29 Pays s'entendent pour atteindre un bon état écologique des bassins hydrographiques en 2015"*

- ➔ La participation des usagers et du public et la solidarité dans la gestion de bassin (RIOB)  
*"Les Comités de Bassin : Parlements locaux de l'eau"*
- ➔ La synthèse des progrès réalisés pour la gestion des bassins transfrontaliers dans le monde (RIOBT)  
*"L'eau ne connaît pas les frontières !"*

#### Mardi 21 mars 2006 :

- ➔ Développement et mise en oeuvre de Systèmes d'Information sur l'Eau (OIEau / CONAGUA)

**IV<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau - Mexico - 16 - 22 mars 2006**

# Le bassin transfrontalier de la Körös / Crisuri

## Un test pour la Tisza et pour tout le Bassin du Danube



Le 13 septembre 2005, a eu lieu à Oradea, sous la direction de Philip Weller, Secrétaire Général de la **Commission Internationale pour la Protection du Danube (ICPDR)**, le 1<sup>er</sup> comité de pilotage du projet Körös / Crisuri, du nom du bassin transfrontalier partagé entre la Hongrie et la Roumanie, affluent de la Tisza. Cet ambitieux projet d'assistance technique, financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et d'un budget global de 3,7 Millions d'Euros, est maintenant bien lancé. Une assistance technique française, coordonnée par l'Office International de l'Eau, est prévue pour :

- la mise en place de groupes de travail : structure, suivi et coordination générale ;
- la prévention et la lutte contre les pollutions accidentelles de l'eau ;
- l'analyse de l'information, le SIG général du bassin ;
- l'assistance à la mise en application de la Directive-Cadre sur l'Eau ;
- l'aide à la préparation d'un Plan harmonisé de Gestion de bassin Körös / Crisuri, avec un processus participatif.

Il a été convenu d'utiliser une approche pragmatique, basée sur la bonne coordination bilatérale existante.

La dynamique du projet permet de mettre en place les étapes suivantes de la planification du bassin, qui sert de test pour le Bassin de la Tisza tout entier.

Le travail engagé sur la gestion et l'harmonisation des données requises pour l'élaboration du Plan de Gestion du bassin Körös / Crisuri, en vue de produire des cartes thématiques communes, sera non seulement suivi par le groupe de travail hongro-roumain, mais aussi par des représentants Ukrainiens, Serbes et Slovaques.

Les principaux enjeux du bassin, déterminés lors d'un premier séminaire commun en juillet, seront présentés aux Parties Intéressées et feront l'objet d'une consultation-test du public des deux secteurs nationaux du bassin transfrontalier.

En 2006, des interventions sur la pollution accidentelle, le monitoring, la préparation du Programme de Mesures et l'analyse économique sont prévues.

**L'objectif final du projet est la préparation d'un Plan de Gestion transfrontalier et l'harmonisation des plans d'intervention en cas de pollutions accidentelles.**

Les résultats du projet Körös / Crisuri pourraient être utilisés pour d'autres fleuves partagés entre la Hongrie et la Roumanie, et par d'autres pays dans le Bassin du Danube.

L'ICPDR, qui assure la cohérence méthodologique à l'échelle de l'ensemble du bassin du Danube, est le canal idéal pour la diffusion de l'information dans cette zone géographique.



## Roumanie

# Vers la récupération des coûts de l'eau

Le projet "WAFDIP" (WATER Framework Directive Implementation) financé par PHARE, et réalisé par un consortium conduit par ARCADIS, s'est achevé en Septembre 2005 et a permis d'apporter aux Autorités roumaines un appui à la mise en œuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE).

L'assistance du projet a été apportée à deux bassins pilotes : au sud du pays, l'ARGES, qui arrose Bucarest, et au nord-ouest, la SOMES, un affluent transfrontalier du Danube qui draine la Transylvanie.

L'Office International de l'Eau, comme principal partenaire du consortium, était chargé d'une analyse économique de la gestion de l'eau.

54 Cadres, des 11 régions hydrographiques de l'Administration Nationale des Eaux Roumaines (ANAR - APELE ROMANE), ont été formés à l'appréciation concrète des concepts de prix, coûts et tarifs, impôts, taxes et redevances, amortissements finan-

ciers et techniques, mais aussi à la différence entre réparation, renouvellement et investissement, ainsi qu'aux notions de coûts d'opportunité, coûts administratifs, de coûts d'environnement, à la gestion de l'eau par la demande et à la capacité contributive des usagers. Des exemples de calculs de coûts environnementaux ont été présentés.

Les spécialistes de l'OIEau et les 54 cadres de l'ANAR ont constitué un groupe d'expertise, qui a procédé à l'approche de problèmes de terrains, tels que :

- la difficulté de bien connaître l'impact sur l'eau des agents économiques ;
- la couverture des coûts par les prix payés par les usagers ;
- les changements de comportement des usagers, qui n'ont plus les mêmes besoins en qualité comme en quantité ;
- l'équipement individuel d'alimentation en eau de la population rurale ;

- le financement de la lutte contre les inondations ;
- le transfert du patrimoine des services d'eau de l'Etat aux collectivités locales, et les moyens financiers et techniques correspondants ...

Un manuel pratique, à l'usage des 11 régions hydrographiques de ANAR, a été rédigé conjointement, en anglais et en roumain, par les membres du groupe : sur la page de gauche il y a l'analyse économique initiale par l'Administration de bassin de la SOMES ; en regard sur la page de droite, on trouve les observations, commentaires et compléments fournis par les 54 participants, avec l'assistance des experts de l'OIEau.

Une collaboration utile et efficace : les rencontres suivantes avec leurs collègues des pays du Bassin du Danube, les participants roumains ont présenté leurs nouveaux acquis !





## Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin - REMOB

La 3<sup>ème</sup> Assemblée Générale du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB) s'est tenue à Marrakech (Maroc), du 23 au 25 mai 2005, à l'invitation des Autorités et des Agences de Bassin Hydrographique marocaines et sous la présidence de M. Juan Jose Moragues (CHJ - Espagne).

Son Excellence M. Mohamed ELYAZGHI, Ministre marocain de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de l'Environnement a officiellement ouvert les travaux et assurera la Présidence du Réseau Régional jusqu'à sa prochaine Assemblée Générale en 2007.

**158 Hauts Responsables venant de 31 pays** (Afrique du sud, Albanie, Algérie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Burkina-faso, Cameroun, Canada, Congo, Egypte, Espagne, France, Grèce, Guinée, Italie, Mali, Maroc, Mexique, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, Roumanie, Sénégal, Swaziland, Tchad, Territoires Palestiniens, Tunisie, Turquie), ainsi que des Représentants de l'ABN, de la CI de l'Escaut, du CME, de l'IME, de la Commission Européenne, de la FAO, du JRC, de l'OMVS, du Secrétariat du 4<sup>ème</sup> WWF de Mexico et du WSSCC, ont participé aux travaux.

**Depuis ces dix dernières années, la mise en application des principes de gestion intégrée des ressources en eau par bassin, qui fondent l'action du RIOB, a très largement progressé, notamment avec la Directive-Cadre Européenne, et il est donc très important de diffuser les résultats pour en faire connaître tous les avantages et proposer de nouvelles bases de coopération.**

Deux journées de séminaire technique, organisées à cette occasion, ont permis d'échanger sur les questions relatives aux inondations et aux sécheresses et sur la gestion des eaux souterraines dans le bassin méditerranéen.

◆ **En ce qui concerne la prévention et de la lutte contre les inondations**, qui affectent fortement beaucoup de pays méditerranéens, les délégués ont confirmé qu'un meilleur échange d'informations et de savoir-faire est nécessaire.

Ils ont noté avec intérêt la création du **Cercle Européen d'Echange sur la Prévision des Inondations, EXCIFF**, et ses projets d'activités futures.

Ils appuient la proposition d'initier d'autres cercles d'échanges, en particulier sur la cartographie du risque d'inondation ou sur la lutte contre les inondations dans les pays méditerranéens.

La mise en cohérence des systèmes de monitoring, d'observation et d'information sur l'eau, l'harmonisation des données et des Systèmes d'Informations Géographiques, l'utilisation de modèles communs, sont indispensables pour le partage des connaissances et le suivi des actions.

Les participants recommandent d'installer des systèmes fiables et efficaces d'annonce rapide des crues et des sécheresses et d'établir des mécanismes de prévention et d'intervention pour faire face aux désastres naturels provoqués par les eaux et protéger les vies humaines et les biens.

Il est indispensable d'harmoniser les plans de lutte contre les crues entre les pays des bassins transfrontaliers.

◆ **En ce qui concerne la gestion des aquifères**, les délégués ont insisté sur l'importance de la connaissance des nappes.

Ils soulignent l'irréversibilité des dégradations qui peuvent affecter les nappes (pollutions, intrusions salines ou surexploitation), et donc la nécessité d'une gestion à long terme, concertée et globale, associant tous les acteurs.

Il est essentiel d'informer les partenaires et de procéder à des consultations approfondies.

Parmi les thèmes prioritaires, figure l'implantation de réseaux de monitoring des aquifères pour établir leur usage durable, spécialement en région méditerranéenne, où les régimes hydriques naturels de recharge sont faibles, et pour prendre des mesures pour éviter les surexploitations.

Pour les régions côtières, ces réseaux serviraient à contrôler l'état des intrusions marines dans les aquifères et à établir des critères de diversification pour l'exploitation des ressources souterraines.

◆ **En ce qui concerne le processus conjoint entre l'Initiative Européenne pour l'Eau (IEE) et la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau (DCE)**, celui-ci se focalise en 2005/2006, pour sa partie technique, sur 3 thèmes - rareté de l'eau, gestion des eaux souterraines et liens entre développement rural et gestion de l'eau. Il a pour objectif de faciliter la mise en oeuvre des politiques de gestion des ressources en eau, adaptées au contexte méditerranéen et, notamment, de la DCE pour les Etats-Membres de l'Union Européenne.

Des exemples d'application de la DCE pour la gestion des eaux souterraines ont été présentés ainsi que celui d'un aquifère partagé en Afrique du Nord.

Les recommandations méditerranéennes seront présentées aux Directeurs de l'Eau européens en juin 2006.

Une convention de coopération entre le SEMIDE, le RIOB et le REMOB a été signée par leurs présidents respectifs à cette occasion.

*L'ensemble des documents de travail de ces réunions, ainsi que les présentations sont sur les sites Internet : [www.riob.org](http://www.riob.org) - [www.remoc.org](http://www.remoc.org)*



158 Hauts Responsables  
venant de 31 pays



Le Secrétariat Technique Permanent du RIOB  
est assuré par l'Office International de l'Eau



## MÉDITERRANÉE Turquie

### La France a remporté le jumelage "environnement"

Les Ministères français de la Santé et de l'Ecologie et du Développement Durable et l'Office International de l'Eau avaient déposé une offre de jumelage en Turquie, visant à assister le Ministère de la Santé turc dans son projet d'harmonisation de la législation dans le domaine de l'eau avec les Directives Européennes.

L'équipe française avait soutenu sa proposition lors de la séance de présentation des offres organisée par la Délégation européenne auprès de la Turquie, le 22 mars 2005 à Ankara.

**La Turquie**, parmi les cinq candidatures reçues (Allemagne, Autriche en association avec Malte, Grèce, Italie et France), a retenu l'offre française, qui comporte aussi une participation d'experts néerlandais.

Le projet porte plus précisément sur la **reprise de l'acquis communautaire dans trois domaines : eau potable, eau de baignade et eaux minérales.**

Ce jumelage, d'un montant de 2 millions d'Euros, devrait débuter au printemps 2006. Il donnera lieu à l'installation à Ankara d'un Conseiller résidant français, pour une durée de 2 ans.



La rive du Bosphore à Istanbul

## Palestine

### De l'eau brute pour les palestiniens ?



L'embouchure du Jourdain

Pour l'approvisionnement des territoires palestiniens, les accords d'Oslo garantissent depuis 1993 la fourniture d'eau brute en gros de 70 à 80 millions de m<sup>3</sup>/an. Coté israélien, MEKOROTE est l'unique interlocuteur. En territoires palestiniens, la **"Palestinian Water Authority - PWA"** assure toutes les fonctions institutionnelles dans le domaine de l'eau dans la bande de Gaza et dans la West Bank, la rive droite du Jourdain. Le morcellement des territoires rend évidemment complexe le transport et la livraison de l'eau brute.

Depuis 1948 le fournisseur unique d'eau en gros dans la West Bank est le **"West Bank Water Department -WBWD"**.

Cet Organisme public a été créé par l'administration jordanienne. A partir de 1967, "WBWD" a été administré par les Autorités israéliennes. Puis après 1993, il a été transféré à l'Autorité Palestinienne.

Une modernisation de cette institutions s'impose : la Loi palestinienne sur l'eau de 2003 a ouvert le chantier. Le projet d'appui à la réforme a été confié par les Autorités Palestiniennes à un groupement conduit par SEURECA, après appel d'offre et sur un financement de l'AFD. Dans ce groupement, l'OIEau apporte son expertise institutionnelle.

Après concertation de ses experts avec les Autorités Palestiniennes, les représentants des compagnies municipales de distribution d'eau, ainsi qu'avec les Autorités de villages, l'OIEau a contribué à la rédaction d'un projet de statut de la nouvelle structure pour la fourniture de l'eau en gros, sous la forme d'une entreprise publique indépendante, qui embauchera son propre personnel et qui équilibrera son budget avec les produits de la vente de ses services.

Elle proposera les tarifs pour assurer ses missions, mais le prix de l'eau brute restera fixé par la "PWA".

Ce type d'organisme industriel et commercial n'existant pas déjà dans la législation palestinienne, l'OIEau a dû s'assurer de la légalité des textes proposés et a contribué à la rédaction du projet de décret instituant la **nouvelle entreprise, la "National Water Utility - NWU"**, qui se substituera progressivement à l'ancienne "WBWD".

Enfin l'OIEau a participé à la rédaction du protocole de transfert du patrimoine et des personnels entre les deux institutions.

✓

✓

✓

[www.oieau.org](http://www.oieau.org)

Le monde de l'eau  
sur Internet



3.000.000 de visiteurs  
en 2005 !



### 15 pays en ligne sur Internet

Le **Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau (SEMIDE)** propose aujourd'hui un accès à l'information gérée par 15 pays du pourtour méditerranéen (Algérie, Chypre, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le SEMIDE, à travers ses **Points Focaux Nationaux (PFN)**, offre des accès unifiés à l'information sur l'eau dans chaque pays (structure institutionnelle, organismes de formation, de recherche, administrateurs de données, textes réglementaires, documentation, actualités) et des services internationaux : flash électronique mensuel trilingue, annuaire thématique, suivi des programmes et initiatives régionales (MEDA-Eau, Initiative Européenne sur l'Eau, etc.).

Une partie importante des activités de **l'Unité Technique du SEMIDE**, constituée d'un Groupement d'Intérêt Economique Européen entre l'Office International de l'Eau (F), la SOGECID (I) et le CEDEX (E), est dédiée au renforcement des capacités des Points Focaux Nationaux, notamment pour la gestion et le développement de **Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau** et la sensibilisation des acteurs aux bénéfices du **partage de l'information**.

### Un intérêt marqué pour la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau

Dans le cadre des études thématiques initiées en 2004, le SEMIDE a lancé une enquête sur l'intérêt de certains concepts de la Directive-Cadre sur l'Eau de l'UE (DCE) pour les Pays Partenaires Méditerranéens (PPM). Ses premiers résultats montrent que l'état des lieux des bassins et les activités de monitoring intéressent beaucoup. Ceci souligne le besoin des PPM en termes d'acquisition d'une meilleure connaissance des bassins.

Les Partenaires Méditerranéens portent un vif intérêt au suivi de la mise en application de la DCE dans les Etats-Membres de l'UE. Des efforts sont encore nécessaires pour étendre la coopération entre les Etats-Membres et les pays Méditerranéens, notamment via le processus conjoint "Med-Joint Process" et ses groupes de travail techniques, mais aussi, d'une manière

plus générale, via la politique de voisinage de l'UE (accords de jumelage, etc.). Le SEMIDE fournit un support significatif au travail collaboratif entre les deux rives de la Méditerranée avec une section Web dédiée à la DCE et aux groupes de travail, notamment sur les "eaux souterraines".

### La conférence des 35 Directeurs de l'Eau du Partenariat Euro-Méditerranéen

La conférence des 35 Directeurs de l'Eau du Partenariat et de la Commission Européenne s'est tenue à Rome en Italie les 24 et 25 novembre 2005. Elle a notamment :

- ◆ **réaffirmé la validité du SEMIDE**, l'engagement des pays à le mettre en oeuvre, à l'adapter et à se l'approprier en conformité avec les décisions arrêtées lors des conférences ministérielles de Marseille en 1996 et Turin en 1999,
- ◆ **défini la stratégie pour les 10 prochaines années**, en particulier le lancement des études de faisabilité d'un mécanisme d'observation régional sur l'eau, intégré au sein du SEMIDE, le suivi des Objectifs du Millénaire relatifs à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée, ainsi que la mise en oeuvre du volet "Eau" de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable,
- ◆ **arrêté un nouveau programme quadriennal 2007-2010** prenant sans discontinuité la suite de la phase en cours, associé à un financement, actuellement estimé à environ 3,400 M d'Euros,
- ◆ **décidé de renforcer le soutien aux Points Focaux Nationaux** et à la mise en place ou au renforcement des Systèmes d'Information Nationaux sur l'Eau, avec l'appui de l'Union Européenne,

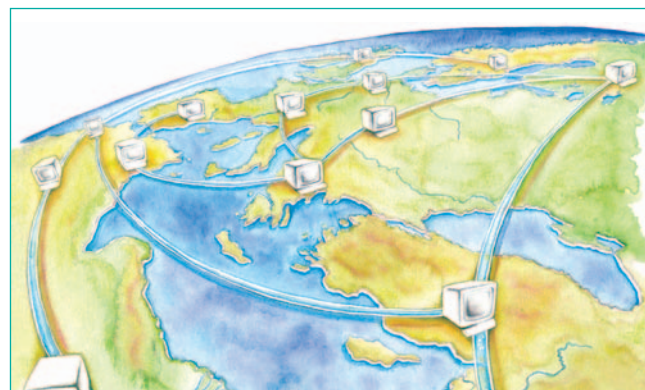


Conférence des Directeurs de l'Eau à Rome

- ◆ **ouvert le SEMIDE** aux pays Méditerranéens non signataires de la déclaration de Barcelone : la Libye et les pays des Balkans,
- ◆ **proposé que le SEMIDE constitue l'outil de cohérence des politiques du Partenariat Euro-Méditerranéen et du Plan d'Action pour la Méditerranée**, et que leur Conférence serve de support institutionnel pour la mise en oeuvre de l'Initiative Européenne sur l'Eau dans la région,
- ◆ **renouvelé la composition du Comité Directeur** avec les pays suivants : Algérie, Chypre, Egypte, Espagne, France, Israël, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Turquie et Autorité Palestinienne.

**M. Pascal Berteaud, Directeur de l'Eau français a été élu Président du SEMIDE et M. Walter Mazzitti (Italie) Secrétaire Général, chargé des relations avec la Commission Européenne et les Pays du Partenariat. ✓**

Pour plus d'informations : [www.semide.org](http://www.semide.org)



Forum Mondial de l'Eau  
Mexico - 21 mars 2006  
16:30 - 18:30  
Session CONAGUA / OIEau :  
"Les Systèmes d'Information sur l'Eau"

Forum Mondial de l'Eau  
Mexico - 18 mars 2006  
14:15 - 16:15  
Session RIOB :  
"La participation des usagers et du public  
et la solidarité dans la gestion de bassin"

## MÉDITERRANÉE Algérie

### Programme de coopération algéro-française Algérienne Des Eaux

## L'eau dans le Sahara

### Economie d'eau et protection contre la pollution

Au Sahara, en dehors des régions situées dans l'Atlas, le Hoggar et le Tassili, les ressources en eau sont surtout les eaux souterraines qui sont localisées au Sahara septentrional et sont contenues dans deux grands aquifères, qui s'étendent au-delà des frontières algériennes : le Continental Intercalaire et le Complexe Terminal.

La gestion rationnelle des ressources en eau, la maîtrise des techniques hydro-agricoles et la prévention des pollutions dans ce vaste territoire sont aujourd'hui une nécessité, en vue d'assurer un développement harmonieux et durable.



L'Agence de Bassin Hydrographique du Sahara a lancé en 2005 une série d'actions de sensibilisation.

Un Colloque International sur les Ressources en Eau Souterraines au Sahara (CIRESS) s'est tenu les 12 et 13 décembre 2005 à Ouargla pour clore cette année d'intense sensibilisation ; M. Jean-François Donzier, Directeur Général de l'OIEau et Secrétaire Technique Permanent du RIOB, a été invité à présenter les principes de la gestion intégrée pas bassin, lors de la cérémonie d'ouverture présidée par les Ministres algériens des Ressources en Eau et de la Recherche.

abhs@wissal.dz www.abhs.dz

L'OIEau apporte une assistance à l'Algérienne des Eaux (ADE) pour conforter sa modernisation dans le domaine de la DRH.

21.000 employés de l'ADE sont concernés à terme dans les 5 Régions principales d'Alger, Oran, Constantine, Ouargla et Chlef.

Dans le cadre du programme de coopération bilatérale algéro-française 2005, les actions suivantes ont été réalisées :

- une formation des cadres commerciaux sur le système CATO (Centre d'Appel Téléphonique Opérationnel) réalisée avec la Société des Eaux de Marseille (SEM),
- un appui à la création d'un Centre National de Formation Profession-

nelle aux Métiers de l'Eau, afin de définir les spécifications techniques et pédagogiques du futur pôle d'Alger, principalement dédié aux formations techniques, alors que les pôles d'Oran et Constantine seront plus orientés vers les formations à la gestion.

Ce projet bénéficie d'un financement belge d'environ 2,5 millions de dollars.

- une formation des futurs cadres du pôle d'Alger, destinée principalement à préparer l'organisation du Centre de Formation et son offre de formation.

## Soutien aux ABH

### Pour mettre en place une redevance sur les prélèvements industriels

La Loi de Finances algérienne 2005 permet désormais aux Agences de Bassin Hydrographiques (ABH) de percevoir des redevances sur les usagers du Domaine Public Hydraulique.

Pour pouvoir mener à bien cette mission, il convient tout d'abord d'identifier les usagers et de connaître leurs prélèvements, qui serviront d'assiette aux redevances.

La méthode préconisée par l'Office International de l'Eau, au cours de sa mission d'appui 2005, a consisté à définir une approche par étapes cohérentes et homogènes des 5 Agences de Bassin Hydrographique, en ciblant prioritairement les plus gros usagers et en utilisant l'ensemble des sources d'information déjà disponibles.

L'existence d'un nombre important de forages illicites ou non répertoriés nécessite une démarche volontariste des Autorités pour corriger cette situation.

L'Office International de l'Eau a également recommandé que les Comités de Bassin soient associés à cette phase d'inventaire et à la mise en place de la redevance, et largement informé sur la démarche.

Enfin, il a été proposé qu'une prochaine Loi de Finances crée une aide financière sur le Fonds National de "Gestion Intégrée des Ressources en Eau" pour :

- subventionner la mise en place de compteurs sur les prélèvements des sites industriels,
- aider progressivement les investissements.

## Formations avec ACEF

Le CNFME et la Société Franco-Algérienne ACEF ont signé une convention cadre pour la réalisation d'actions de formation professionnelle, d'expertise et de promotion des savoir-faire dans le domaine de l'eau.

La Société ACEF a élaboré un catalogue de formation aux métiers de l'eau en Algérie destiné aux bureaux d'études et au secteur industriel.

Le CNFME a assuré plusieurs séminaires de formation professionnelle à Alger en 2005 sur l'épuration des rejets urbains et industriels (laiterie, pesticides, plasturgie, cartonneries).

Des sessions de formation, sur la conception des réseaux d'eau potable, la recherche de fuite et la gestion des eaux pluviales, sont planifiées pour 2006.

## MÉDITERRANÉE Maroc

### ONEP : Office National de l'Eau Potable

#### Renforcer les compétences du pôle formation

L'ONEP (Office National de l'Eau Potable) assure à ses 7.000 employés une formation continue de grande qualité : 21.000 journées-stagiaires par an.

Mais l'ONEP s'est vu assigner trois nouveaux objectifs prioritaires :

- 1 la "préservation de l'acquis",
- 2 l'extension du service alimentation en eau potable (AEP) en zone rurale,
- 3 la lutte contre la pollution des eaux.



Aussi, l'ONEP a fait appel à l'OIEau pour une coopération technique, visant à préciser comment les nouvelles missions vont se traduire par de nouveaux besoins de formation : 2800 gardiens de bornes fontaines sont à instruire, 300 micro entreprises sont en cours de création pour assurer les services de l'eau et de l'assainissement dans les petites communes ...

Une ouverture à la clientèle étrangère des installations et des compétences, réunies par l'ONEP dans le complexe du Bou Regregh près de Rabat, paraît aussi possible.

Il faut également assurer la formation des employés des autres acteurs marocains du secteur de l'eau, collectivités locales, entreprises de travaux, artisanat du bâtiment, activités polluantes, etc.



Le Centre de formation  
du Bou Regregh

### Plan de formation à l'assainissement

Historiquement positionné sur l'eau potable, l'ONEP investit, depuis quelques années, le domaine de l'assainissement. Cette évolution s'accompagne tout naturellement d'un redéploiement d'une partie du personnel et de recrutements.

Pour satisfaire à ses objectifs, l'ONEP a entrepris de définir un plan de formation cohérent à l'assainissement.

Le bureau d'étude Allemand GWK s'est vu confié, sur financement KFW, un programme d'accompagnement de l'ONEP.

Il a fait appel à l'Office International de l'Eau (CNFME) pour l'élaboration fin 2005 et la mise en œuvre en 2006 du plan de formation en assainissement destiné aux cadres et techniciens de l'ONEP.



## Tunisie

#### Indicateurs de performance des services

Du 4 au 8 avril 2005, une délégation tunisienne de la SONEDE a été accueillie à l'Office International de l'Eau (OIEau) de Limoges pour approfondir ses connaissances sur **l'introduction des indicateurs de performance dans les services d'eau**.

Le CNFME a d'abord développé les fondements théoriques et pratiques de la mise en œuvre et de l'utilisation des indicateurs pour la gestion des services opérationnels, administratifs et financiers.

Ce fut aussi l'occasion de découvrir les approches françaises au travers **des retours d'expériences** de la Régie des Eaux de Limoges, de la Communauté Urbaine de Nantes et du Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF).

Le SPDE (Syndicat Professionnel des Distributeurs d'Eau) et l'IGD (Institut de la Gestion Délégué) ont dressé un bilan de la mise en œuvre par leurs adhérents des indicateurs en

2003 et 2004 pour les délégations de plus de 10 000 abonnés.

La SONEDE et l'OIEau sont convenus d'amplifier leur collaboration pour proposer conjointement des appuis aux métropoles africaines.



La délégation visite les installations  
techniques du CNFME

#### Optimisation des stations de pompage en irrigation

Le bon fonctionnement et l'optimisation des stations de pompage en irrigation sont vitaux pour l'agriculture et l'économie tunisiennes.

En avril et mai 2005, dans le cadre d'un financement KFW, le bureau d'étude allemand IGIP a fait appel à deux experts de l'Office International de l'Eau (CNFME) pour réaliser plusieurs séminaires de formation professionnelle sur le thème de **la variation de vitesse et de la régulation des stations de pompage utilisées en irrigation**. Ces sessions de formation étaient destinées aux cadres du Ministère de l'Agriculture intervenant sur la conception, l'exploitation et la maintenance des systèmes d'irrigation et se sont déroulées à Kairouan et Hammamet.



## Le monde de l'eau sur Internet



- > Formation Professionnelle
- > Documentation - Information
- > Coopération Institutionnelle
- > Politique de l'Eau
- > Actualités - Veille Technique



Liens privilégiés :

RIOB - SEMIDE - AQUADOC-INTER - CARTEL - SAGE

**3.000.000 de visiteurs en 2005 !**

**www.oieau.org**

## Les Nouvelles n° 16 - Décembre 2005 / Janvier 2006

Directrice de la Publication : Christiane RUNEL

Coordination : Frédéric Ransonnette - OIEAU - Paris - / Rédactrice : Gisèle Sine - OIEAU

Conception : Carole Daugreilh - Editions DPE - Lyon 

Office International de l'Eau - 21, rue de Madrid - 75008 Paris - FRANCE

Tél. : +33 (0) 1 44 90 88 60 - Fax : +33 (0) 1 40 08 01 45 - Email : dg@oieau.fr - Web : <http://www.oieau.org>